



Assemblée nationale  
Québec

# journal des Débats

Quatrième session — 31<sup>e</sup> Législature

Le mercredi 21 mars 1979

Vol 21 — No 8

Président: M. Clément Richard

**Table des matières**

Dépôt de documents	
Election complémentaire dans les comtés d'Argenteuil et de Jean-Talon . . . . .	259
Vacance du siège de Prévost . . . . .	259
Rapport du Conseil des universités . . . . .	260
Application des lois fiscales . . . . .	260
Rapport du ministère des Affaires sociales . . . . .	260
Projet de loi no 2 — Loi constituant l'Institut québécois de recherche sur la culture	
Première lecture . . . . .	260
M. Camille Laurin . . . . .	260
Questions orales des députés	
Exode de cadres supérieurs . . . . .	260
Administration de la Loi sur la protection du territoire agricole . . . . .	262
Publicité gouvernementale . . . . .	264
Achat de la compagnie Nordair . . . . .	268
Motions non annoncées . . . . .	270
Reconduction des projets de loi nos 125,119,121,97,107,126 et 101 . . . . .	271
Avis à la Chambre . . . . .	272
Débat sur le message inaugural	
M. Fernand Lalonde . . . . .	275
M. Claude Charron . . . . .	279
Ajournement . . . . .	287

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances*  
*Adresse: Service des Documents Parlementaires*  
*Assemblée nationale*  
*Hôtel du Gouvernement, Québec.*  
*G1A 1A7*

*Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762*

Le mercredi 21 mars 1979

(Quinze heures onze minutes)

**Le Président:** A l'ordre, mesdames et messieurs!

Un moment de recueillement.

Veuillez vous asseoir.

Je voudrais aviser les membres de l'Assemblée nationale que cet après-midi, exceptionnellement, nos travaux ne seront pas — en tout cas, immédiatement — retransmis à la télévision en raison de problèmes qui ne relèvent pas des fonctionnaires ou des services de l'Assemblée nationale, mais qui relèvent en tout cas des problèmes d'électricité. C'est relié aux problèmes de l'électricité qui ont eu lieu hier, je pense, dans d'autres édifices de la colline parlementaire et qui se sont répercutés dans le "A". Il n'est pas possible pour le moment de climatiser cette salle et on m'a informé que, si on voulait retransmettre les débats télédiffusés sans climatisation, peut-être Antoine Panet fondrait-il sur le fauteuil présidentiel et que ce ne serait pas possible. Sauf que, je voudrais en aviser aussi les membres de l'Assemblée, si on donnait à l'équipe technique de la télédiffusion des débats de l'Assemblée nationale, après les affaires courantes, une trentaine de minutes pour rajuster les caméras en fonction d'un nouvel éclairage, il serait possible, 30 minutes plus tard, de retransmettre les débats de l'Assemblée nationale. Je laisse le soin aux formations politiques de l'Assemblée d'en décider, mais s'il y avait un large consensus, la présidence accepterait de suspendre, après les affaires courantes, les travaux de l'Assemblée pour permettre un rajustement des caméras qui sont à l'intérieur de la Chambre.

**M. Charron:** M. le Président, nous y consentons, d'autant plus qu'il n'y a rien d'autre à l'ordre du jour d'aujourd'hui que la fin du débat sur le discours inaugural.

**M. Lavoie:** Nous sommes d'accord en ce qui nous concerne.

**M. Bellemare:** M. le Président, je voudrais simplement attirer votre attention sur un fait bien important, celui de la période des questions qui va se dérouler sans télévision. Vu que le droit de parole revient aux libéraux, en réponse au discours inaugural, je pense que vous commettriez une disproportion dans les questions qu'on va poser et l'avantage qu'on va donner au Parti libéral de refaire son visage, parce qu'il a besoin de la télévision, c'est sûr.

**Le Président:** Affaires courantes.

Déclarations ministérielles.

Dépôt de documents.

M. le premier ministre.

## DÉPÔT DE DOCUMENTS

### Election complémentaire dans les comtés d'Argenteuil et de Jean-Talon

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, je voudrais déposer en deux copies, comme il est normal, l'arrêté en conseil de ce matin qui autorisait l'émission des brefs d'élection en vue d'un scrutin le 30 avril dans les comtés... Il y a sûrement un côté de la Chambre qui a raison d'applaudir, M. le Président, et je me demande si c'est celui qui s' imagine avoir raison. De toute façon, pour les comtés d'Argenteuil et de Jean-Talon, en ce premier jour du printemps, M. le Président.

**Le Président:** Document déposé.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition officielle.

**M. Levesque (Bonaventure):** Vu que le premier ministre s'est permis dans un dépôt de document de faire des commentaires, je m' imagine qu'il n'aurait pas d'objection à renseigner la Chambre sur ses intentions quant aux autres élections partielles qui peuvent s'annoncer. Pardon?

**Une Voix:** Bien non.

### Vacance du siège de Prévost

**Le Président:** Justement, je voudrais, comme président de l'Assemblée nationale, donner lecture d'une lettre que j'ai adressée le 21 mars 1979 à M. Pierre-F. Côté, directeur général des élections. "M. le directeur général, conformément à l'article 39 de la Loi de la Législature, on m'a notifié la vacance du siège du député de Prévost, suite au décès de M. Jean-Guy Cardinal. En conséquence de cette vacance, je vous adresse mon mandat afin que vous émettiez un bref pour l'élection d'un nouveau député en remplacement de celui qui est décédé.

"Veuillez agréer, M. le directeur général, l'expression de ma considération distinguée. C'est signé du président de l'Assemblée nationale".

Copie de l'original que je voudrais déposer.

M. le ministre de la Justice.

**M. Bédard:** M. le Président, je dépose la liste des commissions sous le grand sceau délivrée pendant l'année 1978.

**Le Président:** Document déposé.

M. le ministre de l'Education.

### Rapport du Conseil des universités

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, permettez-moi de déposer le rapport du Conseil des universités pour l'année 1977/78.

**Le Président:** Rapport déposé.  
M. le ministre du Revenu.

### Application des lois fiscales

**M. Parizeau:** Conformément aux dispositions de la Loi du ministère du Revenu, j'ai l'honneur de faire savoir que depuis la date du dernier rapport, c'est-à-dire le 24 février 1978, jusqu'au 6 mars 1979, le lieutenant-gouverneur en conseil n'a accordé, en vertu de l'article 94 de la Loi du ministère du Revenu, aucune remise de taxe, de droit et de péage payable à la couronne ni de confiscation de pénalité pécuniaire imposée ou dont l'imposition a été autorisée pour contravention aux lois fiscales.

**Le Président:** Document déposé.  
M. le ministre des Affaires sociales.

### Rapport du ministère des Affaires sociales

**M. Lazure:** J'ai le plaisir de déposer le rapport annuel 1977/78 du ministère des Affaires sociales.

**Le Président:** Document déposé.

Dépôt de rapports de commissions élues.  
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.  
Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.  
M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Charron:** J'aimerais que vous appeliez l'article a), M. le Président.

### Projet de loi no 2

#### Première lecture

**Le Président:** M. le ministre d'Etat au développement culturel propose la première lecture du projet de loi no 2, Loi constituant l'Institut québécois de recherche sur la culture.

M. le ministre d'Etat au développement culturel.

#### M. Camille Laurin

**M. Laurin:** Le lieutenant-gouverneur, comme il se doit, a pris connaissance de ce projet et en recommande l'adoption à l'Assemblée nationale.

**M. Levesque (Bonaventure):** Le lieutenant-gouverneur n'est même pas au courant, encore.

**M. Laurin:** Le présent projet de loi pourvoit à la constitution et à l'organisation de l'Institut québécois de recherche sur la culture.

L'institut aura pour objet, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, d'effectuer, d'encourager et de soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels.

Le projet de loi prévoit que l'institut sera formé de neuf membres nommés par le gouvernement, dont cinq après consultation des milieux intéressés par les recherches sur les phénomènes culturels. Au moins trois des membres seront nommés parmi les chercheurs de l'institut.

Le ministre des Finances est autorisé à verser à l'institut, à même le fonds consolidé du revenu, pour l'exercice financier du gouvernement se terminant le 31 mars 1980, la somme de \$600 000; pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1981, la somme de \$1 200 000; pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1982, la somme de \$1 500 000, et pour chaque exercice financier subséquent la même somme que pour l'exercice financier précédent majorée d'un pourcentage fixé selon le mode prévu au projet de loi.

Ce projet de loi prévoit de plus que, dans la poursuite de ses objets, l'institut doit exécuter tout mandat spécifique que lui confie le ministre chargé de l'application de la loi avec l'approbation du gouvernement.

**Le Président:** Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

**M. Lavoie:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Première lecture de ce projet de loi.

**Le Président:** Deuxième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Période de questions orales des députés.  
(15 h 20)

M. le député d'Outremont.

### QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

#### Exode de cadres supérieurs

**M. Raynald:** Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre d'Etat au développement économique. Plusieurs articles de journaux font état ce matin de nouveaux départs de cadres supérieurs, comme dans le cas de la Genstar et de Northern Telecom. Ils font état également du départ d'un siège social, celui de Bowater Canadian Limited. Ma question est donc la suivante: Est-ce que, devant les évidences qui s'accumulent, de même que devant la décision du gouvernement de convoquer une rencontre, sinon un mini-sommet, sur les sièges sociaux à Montréal, le ministre est disposé à répudier ses déclarations antérieures, d'abord selon lesquelles le problème n'existait pas, qu'il s'agissait là d'un mythe

créé de toutes pièces par l'Opposition officielle ou par de mauvais Anglais, ensuite selon lesquelles le phénomène était limité à six départs, suivant une étude de l'OPDQ, et que, par conséquent, le phénomène était tout à fait marginal et que, enfin, de toute façon, il ne fallait d'aucune manière regretter le départ de nos maîtres?

**Le Président:** M. le ministre d'Etat au développement économique.

**M. Landry:** Il n'est pas question du tout de répudier quelques propos antérieurs. La question du député d'Outremont m'incite simplement, justement, à répéter mes propos antérieurs en espérant que, se départissant de ses lunettes qui sont tantôt noires et tantôt rouges il finisse par comprendre ce que l'on dit. Il s'agit d'un phénomène sérieux qui dure depuis l'époque récente de Maurice Le Noblet Duplessis. On l'a dit cent fois. C'est un phénomène de déplacement continental. Mais quand même, je sais que le député d'Outremont pose des questions. J'ai donc appelé en Californie le président de Genstar quelques minutes avant d'entrer dans la Chambre et voici ce qu'il m'a dit de cette opération, et c'est d'une logique criante. Genstar n'a jamais eu beaucoup de personnel à Montréal. Son siège social est là, il a toujours été là. Ces capitaux européens se sont implantés à Montréal et ils sont là pour y rester. Ils ont commencé à faire affaires surtout dans la région de Montréal et, de plus en plus, dans l'Ouest des Etats-Unis, de telle sorte qu'un seul Etat américain, la Californie, représente 33% de leur chiffre d'affaires.

Alors, il trouve qu'il est sage, en termes de "management", de décentraliser une partie de la gestion vers les régions où les affaires sont le plus concentrées, en Californie en particulier. Il ajoutait que la presque totalité des profits des opérations au cours de la dernière année a été faite dans la moitié ouest du continent nord-américain, le Canada et les USA compris. C'est donc une grande entreprise montréalaise qui ne ferme pas boutique, qui ne s'en va pas, mais qui étend son rayonnement, et je n'interprète pas cela comme un signe négatif, bien au contraire.

Quant à ce qui a été dit de l'étude de l'OPDQ qui portait sur un échantillon bien décrit que le député d'Outremont connaît, je n'ai absolument rien à y changer. S'il y a des additions à faire — parce que l'étude s'est arrêtée à telle date — nous les ferons au fur et à mesure, mais nous aimons mieux, d'une façon positive, contrer ce vieux phénomène de déplacement. Et encore avant de venir en cette Chambre, j'ai parlé à M. Pierre Desmarais, président de la Communauté urbaine de Montréal, qui va nous soumettre demain matin, après approbation de son conseil exécutif, un projet de promotion des sièges sociaux et des centres de recherche pour la Communauté urbaine de Montréal, projet auquel nous avons décidé de contribuer, comme gouvernement, financièrement et techniquement. Ce qu'il y a de changé avec la situation qu'on retrouvait

sous l'ancien gouvernement, c'est que dans votre temps, le phénomène était là et vous ne faisiez strictement rien. Nous, on commence à le contrer.

**M. Raynauld:** M. le Président...

**Le Président:** M. le député d'Outremont.

**M. Raynauld:** ... je voudrais demander au ministre si, au cours de sa conversation téléphonique, il a aussi demandé à son interlocuteur pourquoi il ne faisait pas davantage d'affaires au Québec pour changer les proportions. Lui a-t-il demandé aussi les raisons de l'avis qui est indiqué ici dans la presse suivant lequel: "Mr McNaughton has also said the company sees little future in Eastern Canada as a place for future investments."

**Le Président:** M. le ministre d'Etat au développement économique.

**M. Landry:** Il m'a justement dit, au cours de cette conversation téléphonique, que ses propos avaient été rapportés erronément et qu'il ferait les corrections nécessaires à son retour de Californie parce que, précisément, lui-même, comme président de la compagnie, passe en général une semaine par mois et ce, depuis longtemps, dans l'Ouest. Il n'a pas été question de faire de différence entre le Québec et le reste du Canada. Ce dont il parle, c'est de l'expansion de ses activités sur la côte ouest des Etats-Unis. Il n'y a même pas de discrimination entre le Québec et l'Ontario.

**M. Saint-Germain:** Question additionnelle, M. le Président.

**Le Président:** M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Saint-Germain:** Northern Telecom, comme vous le savez, M. le Président, a pris naissance au Québec et c'est une de ces compagnies qui ont joué un rôle extrêmement important dans son développement. La majorité des administrateurs de Northern Telecom sont à Toronto et l'hémorragie se continue. De moins en moins, la compagnie Telecom fait appel à la main-d'oeuvre du Québec. Pendant ces derniers mois, le ministre est-il entré en communication avec les autorités de Northern Telecom afin d'arrêter cette hémorragie et de voir à ce qu'elle ait plus d'intérêt dans le Québec, d'ailleurs, qu'elle connaît très bien?

**Le Président:** M. le ministre d'Etat au développement économique.

**M. Landry:** Ce n'est même pas durant les derniers mois, M. le Président; c'est durant les derniers jours qu'il m'a été confirmé par M. Robert Bouchard, représentant des employés syndiqués de Northern Telecom, que l'emploi était en expansion, à Aylmer en particulier. Je ne sais pas quel est le contraire du mot "hémorragie", mais le syndicat vient de me dire que la compagnie emploie de plus en plus de gens.

**Le Président:** Une dernière question, M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Saint-Germain:** M. le Président, je crois que le ministre devrait faire appel aux autorités de la compagnie et on lui confirmera que Northern Telecom investit de moins en moins dans cette province et que de moins en moins elle fait appel à la main-d'oeuvre de cette province. Cela, avouons-le, n'est pas tout à fait récent.

**Le Président:** M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Saint-Germain:** C'est une politique qui a été établie depuis...

**Une Voix:** Question.

**M. Saint-Germain:** ... un certain nombre d'années. Voici ma question, M. le Président. Le ministre pourrait-il promettre à cette Chambre et à la population du Québec qu'il entrera en communication avec les autorités de Northern Telecom afin de trouver une solution à ce problème sérieux qui semble s'accélérer depuis au moins deux ans?

**Le Président:** M. le ministre d'Etat au développement économique.

**M. Landry:** D'abord, j'espère que le député n'a pas d'objection à ce que je choisisse moi-même mes interlocuteurs. Si je pense que c'est le syndicat qui peut me donner les meilleures informations sur certains points, j'irai au syndicat. Si je pense que c'est l'employeur, j'irai à l'employeur.

Une remarque un peu plus générale qui s'applique également à la question du député d'Outremont et à l'attitude générale de l'Opposition. Encore hier, des rapports de l'Associated Press nous démontraient qu'enfin ce soi-disant exode vers les Etats de la Nouvelle-Angleterre était de la foutaise pure et simple et que rien n'avait été modifié dans le flot d'implantation d'entreprises québécoises.

Deuxièmement, il serait bon que vous cessiez d'interpréter le fait qu'une compagnie basée à Montréal ouvre un entrepôt de distribution, voire une usine à l'étranger comme un phénomène de recul. Cela prouve que les entreprises basées ici, et cela pourrait être Bombardier... Comment les Etats-Unis d'Amérique sont-ils devenus forts? En gardant toutes les usines à l'intérieur de leur périmètre ou en installant des usines dans le monde entier? Si des compagnies québécoises... Quand la Banque canadienne nationale ouvre un bureau à Hong-Kong, comme elle l'a fait la semaine dernière, interprétez-vous cela comme une fuite ou comme une expansion dans le monde entier d'entreprises québécoises?

**M. Raynauld:** M. le Président, question de privilège.

**Le Président:** M. le député d'Outremont, sur une question de privilège.

**M. Raynauld:** Le ministre d'Etat au développement économique veut faire une leçon à l'Opposition. Je voudrais...  
(15 h 30)

**Une Voix:** Ce n'est pas une question de privilège.

**M. Raynauld:** C'est une question de privilège. Je veux corriger l'interprétation qui vient d'être faite à savoir qu'on va confondre les exodes de compagnies et des départs pour de l'expansion. Je voudrais donc rappeler, M. le Président...

**Le Président:** Bon! M. le député d'Outremont, vous comprenez que si j'acceptais votre question de privilège, je serais obligé d'accepter comme devant être une question de privilège toute divergence d'opinion entre les membres de l'Assemblée nationale. Si vous me dites que vos propos ont été rapportés de façon erronée, que sais-je encore, d'accord, mais à vous entendre depuis le début je ne crois pas qu'il s'agisse là d'une question de privilège. J'ai toujours insisté pour qu'on n'abuse pas indûment de ce genre de questions de privilège qui ne fait que soulever un débat au moment de la période des questions, quand on sait que toutes les formations politiques souhaitent qu'il y ait plus de questions. C'est pourquoi, si vous tenez à continuer dans le même sens que celui dont vous avez abordé cette question de privilège, j'aimerais mieux vous arrêter pour céder la parole à votre collègue, le député de Montmagny-L'Islet.

**M. Levesque (Bonaventure):** Question de privilège, M. le Président.

**Le Président:** M. le chef parlementaire de l'Opposition officielle.

**M. Levesque (Bonaventure):** Question de règlement. M. le Président, je suis d'accord avec vous qu'on ne puisse contredire tout simplement l'opinion d'un opinant dans cette période de questions et en faire une question de privilège. Mais je soumets bien respectueusement que ce que le député d'Outremont voulait faire ressortir, c'était justement qu'en réponse à une question, on avait faussé le sens de la question qui était posée. Je pense qu'il était important pour le député d'Outremont d'en faire une question de privilège.

**Le Président:** M. le député de Montmagny-L'Islet.

#### **Administration de la Loi sur la protection du territoire agricole**

**M. Giasson:** Ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Qu'on me permette, M. le Président, de lui souhaiter la bienvenue dans notre Assemblée. Cela nous fait plaisir de retrouver le visage et la personne du ministre de l'Agriculture. Le ministre de l'Agriculture se souvient très bien que, tout au long des débats en commission parlementaire pour l'étude de la loi 90, sur la

protection du territoire agricole, il avait soutenu avec force et vigueur qu'il n'était pas question dans l'administration de cette loi de faire place aux conseils de comté ou aux administrations régionales. Nous avons même proposé des amendements au cours des débats et cela avait été refusé et battu à ce moment. En fin de semaine, le ministre des Affaires municipales a appris aux maires du Québec réunis en assemblée que dorénavant on permettrait soit aux communautés régionales — quel que soit le terme qu'on utilise — ou encore aux nouveaux conseils de comté remodelés, de s'occuper de l'administration de la Loi sur la protection du territoire agricole.

Je désire savoir du ministre s'il a changé d'avis, si son collègue des Affaires municipales l'a fait reculer sur cette décision absolument formelle qu'il avait prise à l'époque de ne laisser aucune place aux conseils de comté ou aux organismes similaires.

**Le Président:** M. le ministre de l'Agriculture.

**M. Garon:** M. le Président, n'étant pas du Parti libéral, je ne prends pas l'accent vite comme cela. Je ne sais pas si le député d'Outremont, lui, a pris l'accent parce qu'à un moment donné on s'est retrouvé dos à dos. Je dois dire qu'il n'y a aucun changement par rapport à ce qu'il y avait avant et à ce qui a été dit en commission parlementaire. J'ai dit en commission parlementaire même que, dans l'état actuel des choses, l'interlocuteur de la commission était la municipalité parce que je pense que c'était le cadre dans lequel il fallait fonctionner, mais qu'éventuellement cela pourrait être les conseils de comté. Cela a été dit en commission parlementaire. Evidemment, si le député de Montmagny-L'Islet relit tous les débats, il va se rendre compte que j'ai dit cela.

C'est pour cela que je ne pouvais pas accepter des commissions régionales; sachant qu'il pourrait y avoir au Québec seulement huit ou dix commissions régionales, j'ai dit que ce serait encore bien mieux d'avoir comme interlocuteurs éventuellement 75, 80, 90 comtés pour être encore plus près des citoyens. Si vous vous le rappelez, je vais vous dire exactement l'exemple que je vous avais donné. J'avais dit: Dans la région no 1, par exemple, les gens de Rivière-du-Loup considèrent qu'ils forment une région, les gens de Rimouski considèrent qu'ils forment une région, les gens de la Gaspésie considèrent qu'ils forment une région et les gens des Îles-de-la-Madeleine considèrent qu'ils forment une région. Si on disait la région no 1 forme une région, il y aurait trois mécontents sur quatre, tandis qu'avec les conseils de comté comme interlocuteurs avec la Commission de protection du territoire agricole on est encore plus près des citoyens et on a un certain caractère d'entente.

Tout simplement, quand j'ai entendu parler qu'on avait dit que le ministre des Affaires municipales aurait dit certaines choses concernant ce sujet — je connais la pensée du ministre des Affaires municipales; on a discuté, de même

qu'avec le ministre d'Etat à l'aménagement pendant deux ans ensemble au comité interministériel de l'aménagement du territoire — je savais qu'il n'avait pas dit cela. D'ailleurs, on en a justement discuté à midi et on en a bien ri parce qu'on a pensé justement que cela ferait parler les gens de l'Opposition. Il n'est pas question d'avoir de changement par rapport à ce qui a été dit tout au cours de ces mois d'automne 1978.

**Le Président:** M. le député de Montmagny-L'Islet.

**M. Giasson:** M. le Président, je constate que le ministre de l'Agriculture joue à sa manière avec les mots. Il a déjà oublié les positions et les attitudes très fermes qu'il avait prises à l'époque, en décembre dernier, vis-à-vis de la possible présence des conseils de comté. Il nous dit qu'il voulait faire place aux municipalités; c'est vrai, il l'a déclaré tout au long. Mais je veux savoir du ministre pourquoi aujourd'hui il accepte le principe de faire une place aux conseils de comté ou aux communautés régionales dans l'application et l'administration de la loi de protection du territoire lorsqu'il avait juré — et c'étaient des engagements qu'il avait pris, à l'époque, envers l'UPA — que ce serait seulement la commission de contrôle ou de protection, suite à des consultations auprès des municipalités et non pas des conseils de comté. Pourquoi, aujourd'hui, tente-t-il de nous faire croire qu'il voit très bien la venue des conseils de comté dans l'administration de cette loi?

**Le Président:** M. le ministre de l'Agriculture.

**M. Garon:** Non, je pense que là, le député de Montmagny-L'Islet est complètement à côté de l'affaire.

**M. Giasson:** Non, non, non.

**M. Garon:** Quand je dis l'interlocuteur est la municipalité avec la commission, cet interlocuteur pourra être, dans certaines conditions à déterminer, également le conseil de comté avec la commission. Cela pourrait être la municipalité ou le conseil de comté. Cela a tellement de bon sens, à part cela. Savez-vous une chose? Je lisais, dans le temps des Fêtes, que la loi de la Californie la plus récente, la dernière, qui n'est pas encore en vigueur, permet ce choix que ce soit ou la municipalité ou le conseil de comté qui soit l'intervenant à discuter avec la Commission nationale de la protection du territoire agricole, dans les processus de la commission. Le ministre d'Etat à l'aménagement s'en va en commission parlementaire, il va y avoir des discussions et puis je pense qu'il y a plusieurs possibilités qui peuvent être ouvertes. Il y a une formule d'harmonisation qui a été présentée mais je pense que tout cela va être discuté en commission parlementaire. Le ministre d'Etat à l'aménagement a fait le tour du territoire pour expliquer ces questions, mais il ne faudrait pas voir des divisions où il n'y en a pas. La

Commission de la protection du territoire agricole, dans l'état actuel des choses, discute avec les municipalités. Il pourrait être possible qu'elle discute avec le conseil de comté, mais dans la même relation qu'auparavant, c'est-à-dire que c'est la Commission de protection du territoire agricole qui a pour objectif de protéger les terres agricoles, parce que c'est un objectif national et non pas un objectif local.

**M. Lavoie:** M. le Président.

**Le Président:** M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

**M. Lavoie:** Je voudrais qu'on essaie de comprendre quelque chose. Parmi les trois ministres, soit le ministre des Affaires municipales, le ministre de l'Agriculture et le ministre d'Etat à l'aménagement du territoire, il semble que celui que j'ai nommé dans le milieu tient les deux autres en tutelle. Ma question s'adresse au ministre d'Etat à l'aménagement. N'est-il pas exact que dans un document que vous avez déposé à l'Assemblée ici, à la fin de décembre, lorsque la loi 125 a été déposée sur l'aménagement du territoire, que dans ce document où on parle d'harmonisation entre la Loi de l'aménagement du territoire et la Loi de la protection des terres agricoles, dans votre nouvelle loi, dans ce document il est dit que l'administration du contrôle du territoire agricole serait confiée aux nouveaux conseils de comté? C'est écrit noir sur blanc dans ce document, ce que le ministre de l'Agriculture ne semble pas accepter. Il dit que c'est encore la commission qui va rester maîtresse absolue de l'administration du contrôle des terres agricoles. Voulez-vous éclairer la population et éclairer cette Chambre, au nom des trois ministres qui ne se comprennent pas.

**Le Président:** M. le ministre...

**M. Léonard:** On va éclairer le député de Laval d'abord.

**Le Président:** M. le ministre d'Etat à l'aménagement du territoire.  
(15 h 40)

**M. Léonard:** Nous avons déposé, le 21 décembre dernier, un document qui constituait une proposition d'harmonisation entre la Loi de protection des terres agricoles et le projet de loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Essentiellement, ce que disait ce document, c'est que des comtés pourraient faire l'administration de la Loi sur la protection du territoire agricole sous la surveillance de la Commission de protection du territoire agricole, qui conservait un droit de désaveu par rapport à toutes les décisions prises par le comté en ce qui concernait la protection du territoire agricole. Le comté pouvait adopter un projet de règlement de protection du territoire agricole qu'il devait faire approuver par la Commission de protection du territoire agricole. Lorsqu'il prenait des décisions, la commission devait aussi les

approuver. Le comté, cependant, acquerrait un droit d'appel au Conseil des ministres en cas de désaccord avec la commission, mais là s'arrêtait le tout.

Ce document est actuellement en consultation et fait l'objet de travaux pour en faire une rédaction juridique, mais il reste que, fondamentalement, la commission garde toujours son rôle de surveillance par rapport aux décisions prises par les conseils de comté.

**Le Président:** M. le député de Nicolet-Yamaska.

#### Publicité gouvernementale

**M. Fontaine:** Merci, M. le Président. Hier, un document préparé par le service de la recherche de l'Union Nationale a été rendu public lors d'une conférence de presse. Il ressort de cette étude que le gouvernement a engagé, à des fins publicitaires partisans depuis le 15 novembre 1976, un montant incroyable de \$24 millions, c'est-à-dire \$6 100 000 en 1977, \$12 500 000 en 1978 et depuis le 1er janvier 1979, soit pour deux mois, janvier et février, \$5 500 000.

A un moment où le gouvernement nous dit de nous serrer la ceinture, alors qu'il demande aux fonctionnaires d'en faire autant, le ministre des Communications peut-il nous dire s'il trouve cette situation normale? Deuxièmement, peut-il nous expliquer le pourquoi de cette hausse fantastique dans ces budgets?

**Le Président:** M. le ministre des Communications.

**M. O'Neill:** J'ai lu le compte rendu de cette conférence de presse, j'ai regardé cela attentivement et j'avoue que cela m'a rappelé cette remarque d'un humoriste français qui disait: C'est extraordinaire, de nos jours, comme l'ignorance fait des progrès. On a soulevé trois questions. On a soulevé la question de l'attribution des contrats, on a également soulevé la question des montants engagés et on a aussi parlé de contenu. Je vais rapidement parler des trois points.

Sur le premier point, tout le monde sait très bien que s'est instauré au gouvernement, depuis que nous sommes là et de façon particulière depuis l'an dernier, tout un système d'attribution de contrats reconnu par les maisons de publicité comme étant équitable, efficace et économiquement rentable, c'est-à-dire qu'on en a pour notre argent. D'ailleurs, une des raisons pour lesquelles les gens ont l'impression qu'il y a beaucoup plus de publicité qu'avant, c'est qu'elle est bien meilleure qu'avant. Il y a cela! Quand c'étaient des agences paresseuses, sans imagination, qui restaient assises sur leur siège et qui avaient tous les contrats, évidemment, on ne produisait rien de bon. Remarquez, M. le Président, que des agences, faisant confiance au caractère équitable du système, se sont maintenant inscrites au fichier sachant qu'elles pourraient avoir la même chance que les autres.



**M. Goulet:** Répondez donc à la question.

**M. O'Neill:** C'est une partie de la question. J'y réponds, cela en fait partie. Je sais que vous n'aimez pas qu'on en parle parce que c'était l'anarchie, le patronage de votre temps et, maintenant, c'est l'ordre et le bon usage des deniers publics. Les montants engagés...

**M. Fontaine:** Question de privilège, M. le Président.

**Le Président:** M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Fontaine:** M. le Président...

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!  
M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Fontaine:** ... je soulève une question de privilège parce que le ministre des Communications induit indûment la Chambre en erreur. Tous les contrats qui ont été accordés pour les montants que j'ai cités tout à l'heure sont des contrats négociés.

**Des Voix:** Ah!

**Le Président:** M. le ministre des Communications.

**Une Voix:** Patronage!

**M. O'Neill:** Pour ce qui est des détails sur la façon dont s'effectue l'attribution des contrats, déjà le ministre des Travaux publics a dit qu'elle était prête à donner une séance d'information. Nous sommes prêts à le faire. Ce sera au profit de tous les députés de l'Opposition. On pourra aussi en faire une pour certains journalistes qui ont l'air de vraiment comprendre peu de choses à l'affaire, dans certains cas.

Quant aux montants, M. le Président, nous en avons fait l'évaluation. J'ignore d'où viennent ces chiffres-là. Les montants de cette année, pour ce qui est des organismes dont les budgets sont votés par l'Assemblée nationale... Ecoutez. Vous avez posé une question, vous voulez une réponse? Je sais qu'elle va vous gêner mais on va vous la donner quand même! Héritiers de patroneux que vous êtes! Vous allez l'avoir la réponse! L'augmentation réelle par rapport à l'an dernier équivalait à une augmentation régulière par rapport aux années précédentes, c'est-à-dire approximativement 21%, incluant 7% d'augmentation des coûts de tarif, incluant les \$2 500 000 de la publicité éducative provenant de la taxe sur la publicité électronique, incluant toute la publicité à l'étranger, donc pour attirer les touristes au Québec, et incluant toute la publicité obligatoire. Ce montant sera donc d'environ \$12 millions quand on sera rendu au 31 mars, par rapport à \$10 millions, environ, \$10 900 000 l'an dernier. C'est donc une augmentation tout à fait normale. Ne fait pas

partie de ce montant — il faudrait démêler les choses — évidemment, ce que peuvent faire les sociétés d'Etat autonomes et qui n'ont pas à se soumettre au fichier. C'est une chose tout à fait différente.

Je signale aussi ceci, M. le Président, et là j'aborde une autre question importante, la question des thèmes. Pour ce qui est de la fabrication des thèmes, de l'image, etc., il s'agit bien ici de quelque chose qui se décide, en ultime instance, par l'agence de publicité elle-même. Nous ne traçons pas, nous ne faisons pas le dessin des messages. Nous avons fait évaluer la qualité de cette publicité par une maison spécialisée dans les sondages, la maison CROP et nous avons comme chiffres ceci: 73% des citoyens sont tout à fait d'accord avec ce type de publicité et la trouvent excellente, 60% se disant beaucoup mieux informés qu'auparavant sur les services gouvernementaux.

Un dernier point pour être bref, M. le Président, c'est celui-ci. Je sais très bien ce qui agace l'Union Nationale. Cela m'étonne de la part de l'Union Nationale. Si c'étaient les libéraux, je ne serais pas surpris. C'est la teinte ou le contenu. C'est au fond une publicité qui fait appel à quoi, très souvent? Ce sont les agences qui trouvent ces thèmes. Pas seulement les agences qui font affaire avec nous. Que les gens regardent la publicité de Molson, d'O'Keefe, de Labatt. On est six millions, faut se parler. La bière des Québécois. La banque d'ici. C'est que le goût du Québec, les gens l'ont, c'est rentable en publicité, c'est tout!

Un autre chiffre très important, M. le Président: toute cette publicité dont on parle tant constitue un millième du budget du gouvernement du Québec, quand on sait que le budget de publicité de n'importe quelle entreprise est de 3% et même plus. C'est un millième. C'est simplement cela.

**Le Président:** Puis-je vous inviter à tirer les conclusions?

**M. O'Neill:** Je termine en disant ceci aux gens de l'Union Nationale, c'est important. J'aimerais qu'ils pensent à ceci. Encore une fois, venant d'eux toute cette histoire me surprend beaucoup. Enfin, ils ont pensé qu'ils avaient trouvé quelque chose qui était bon. Je ne parlerai pas de leur histoire sur la publicité subliminale. J'ai lu leur texte, ils ne savent même pas de quoi il s'agit. Mais je leur demande: Est-ce que ce n'est pas un bien pour tout le monde que les Québécois soient mieux renseignés? Ils disent qu'ils sont mieux renseignés. Qu'ils soient même plus fiers du Québec, que la publicité serve à développer la fierté, mais qu'est-ce qu'il y a de mal dans cela? Qu'ils soient attachés au Québec, qu'est-ce qu'il y a de mal dans cela? Pourquoi avez-vous peur de cela? Qu'ils soient de meilleurs citoyens et soient encouragés à visiter le Québec? Je leur pose ces questions, qu'ils se regardent et ils verront, finalement, que ce qui les gêne dans cette publicité c'est finalement son succès, sa qualité. Que cela

développe une certaine fierté chez les Québécois, il me semble que c'est à l'avantage de tout le monde.

**Le Président:** M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Fontaine:** Une question additionnelle, M. le Président. Le même ministre, le 13 avril 1978, se disait d'accord avec un genre de publicité qui, à la fois, sait capter l'attention du citoyen, l'informer sur telle ou telle mesure administrative, et communie le goût du pays, l'amour de la patrie. (15 h 50)

**Des Voix:** Bravo!

**M. Fontaine:** Le ministre peut-il nous dire quel genre de publicité est prioritaire dans son esprit? S'agit-il d'attirer l'attention du citoyen pour l'informer sur telle mesure administrative ou est-ce plutôt pour lui communiquer le goût du pays et l'amour de la patrie? Il y a une différence entre les deux et tout dépend de l'objectif visé par le gouvernement. Si c'est une thèse péquiste ou indépendantiste, c'est là qu'est le problème.

**Le Président:** M. le ministre des Communications.

**M. O'Neill:** M. le Président, j'ai fait remarquer tout à l'heure à M. le député que cette façon de procéder des agences — en tout cas, ce sont elles qui formulent les thèmes — est très répandue dans d'autres secteurs, dans le secteur privé aussi. Allez demander à la compagnie Molson si elle veut d'abord vendre de la bière ou vendre la fierté de fabriquer une bière québécoise. Ce sont des choses qui vont ensemble. La Banque Provinciale veut vendre l'idée d'une banque d'ici, les Caisses populaires aussi, etc. Les choses vont ensemble et vous m'étonnez, premièrement, quand vous voyez là des oppositions, des contradictions et, deuxièmement, vous m'étonnez et j'ai envie de vous dire aussi que vous me scandalisez un peu...

**Des Voix:** Oh!

**M. O'Neill:** ... quand, devant l'idée d'une publicité éducative qui développe le sens de l'amour de la patrie, vous réagissez comme des gens scandalisés. Un petit quelque chose de pharisien dans votre affaire, n'est-ce pas?

**Le Président:** M. le député de Bellechasse.

**M. Goulet:** Merci, M. le Président. Avant de parler de pharisiens, je dirai au ministre des Communications que ses "peanuts" de \$25 millions... Il viendra parler aux Québécois du déficit de \$1 500 000 000. Je poserai ma question au premier ministre parce qu'il semble connaître peut-être plus l'argent que ne semble le connaître le ministre... Je ne me souviens pas de son titre, M. le Président; vous voyez l'importance qu'on lui donne. Compte tenu des sommes considérables de

deniers publics qui ont été engloutis et qui continuent de l'être, le premier ministre est-il prêt à s'engager publiquement aujourd'hui à couper ces dépenses qui, pour certaines, sont contraires à une saine gestion des fonds publics par un gouvernement qui se veut responsable, comme lui-même le rappelle souvent aux Québécois?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, d'abord, il y a — je pense que je résume rapidement ce que le ministre a dit tout à l'heure — les \$2 500 000 qui sont dans le total qu'ont évoqué les députés de l'Union Nationale, qui sont le produit de ce qu'on peut appeler la contrepublicité, jusqu'à un certain point, qui sert, en particulier, dans le domaine de la santé, dans le domaine de la protection du consommateur, qui sont, Dieu sait, des horizons qui avaient besoin d'être développés au point de vue d'une prise de conscience collective. \$2 500 000 du total, c'est ce qui est inscrit au budget de cette année pour cette contrepublicité dont, je pense, l'importance ne peut pas être sous-estimée par personne.

Deuxièmement, le ministre a passé rapidement là-dessus, mais il y a de la publicité qu'on appelle obligatoire, que ce soient les soumissions, etc; cela fait partie des obligations du gouvernement. Troisièmement, il y a — on nous le reproche parfois — l'assurance automobile, la protection de la jeunesse, en passant par je ne sais pas combien d'autres horizons, peut-être trop, sécurité routière, une série de choses. Par exemple, l'ancien ministre des Transports, de la Voirie, M. le député de Charlevoix, a déjà dit — et je pense qu'il l'a déjà déclaré publiquement — que la première mesure dont il était fier pendant qu'il était là, c'était le principe de la ceinture. La seule chose, c'est qu'à part le principe il faut la pratique et, là-dessus, il n'y avait pas beaucoup de travail de fait. Alors, que ce soit "On s'attache au Québec" ou n'importe quoi, donc, toute une série de nouvelles mesures...

**Une Voix:** "On s'isole au Québec".

**M. Lévesque (Taillon):** Oui, je sais bien. J'ai vu les caricatures, moi aussi, mais ce n'est pas un argument nécessairement, une caricature. Publicité obligatoire, rapport de la contrepublicité, obligation de littéralement expliquer, familiariser les citoyens avec une série de nouvelles mesures extraordinairement importantes, le développement économique, l'opération solidarité économique.

**Des Voix:** OSE.

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Lévesque (Taillon):** Si je tiens compte, M. le Président, de cette gamme de besoins dont — les sondages le prouvent — la population, dans l'ensemble, semble non seulement satisfaite, mais en demande davantage; si je tiens compte

d'un système de fichier qui, pour la première fois, donne l'impression aux agences de publicité que ce n'est pas seulement Pierre Tremblay qui part avec tous les contrats dans sa poche...

**Des Voix:** Bravo!

**M. Lévesque (Taillon):** Si je tiens compte du fait que tout cela représente une fraction presque infinitésimale pour l'instant, tenant compte surtout de l'augmentation des prix, du budget, si je tiens compte du fait qu'en même temps cela essaie de développer le sentiment de l'indentité québécoise, j'en voudrais davantage, M. le Président.

**Le Président:** Dernière question sur le sujet, M. le député de Richmond ou M. le député de Bellechasse.

**Des Voix:** Consentement.

**Le Président:** M. le député de Richmond.

**M. Brochu:** Merci, M. le Président. J'adresserai ma question additionnelle au premier ministre pour être bien sûr d'avoir compris la position qu'il prend dans ce dossier. Comme exemple, le premier ministre peut-il nous dire quels avantages réels, quelle rentabilité le gouvernement du Québec tire de prendre l'argent des Québécois pour l'investir dans la publicité sur l'Hydro-Québec, alors que les citoyens du Québec n'ont pas le choix d'acheter leur électricité ailleurs et qu'en même temps on leur demande de conserver l'énergie? Où est la logique là-dedans? Je demanderais au premier ministre pourquoi investir les fonds des Québécois pour annoncer l'Hydro-Québec?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, je voudrais être bien sûr que je comprends le député. S'il s'agit de la publicité de l'Hydro-Québec, le gouvernement n'a pas le droit littéralement — il peut toujours donner des conseils à l'occasion, on se parle — de commencer à jouer dans le budget d'opération interne de l'Hydro-Québec. Sa loi lui donne...

**Des Voix:** ...

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, j'essaie de répondre. Sa loi lui donne — je pense que, pour des gars qui ont passé six ans au gouvernement, il ne faudrait pas faire les hypocrites — l'autonomie administrative complète sur son budget et son administration. Cela étant dit, que la publicité touche, à l'occasion, par exemple, un sujet comme l'économie d'énergie, il me semble que, à moins d'avoir vraiment les yeux fermés et de faire les autruches, s'il y a un sujet auquel il va falloir s'habituer dans toutes les sociétés qu'on appelle avancées, c'est ce thème de l'économie d'énergie. Je ne crois pas qu'il y ait de meilleur placement possible dans un domaine publicitaire

que de faire prendre conscience à tout le monde qu'on ne peut plus être des gaspilleurs d'énergie tous azimuts et illimités comme on l'a été, hélas, dans le passé, quand on pensait qu'il n'y avait pas de limite aux ressources.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition officielle.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, nous avons été témoins d'un échange entre le premier ministre, les opposants et le ministre des Communications. Je demanderais ceci au premier ministre.

**M. Charron:** M. le Président, est-ce que je peux demander s'il s'agit d'une question additionnelle ou d'une question principale?

**Le Président:** C'est une question additionnelle, M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Lavoie:** Oui.

**M. Levesque (Bonaventure):** Oui, une question additionnelle.

**Le Président:** C'est la dernière sur le sujet.

**M. Levesque (Bonaventure):** Est-ce que je peux...

**M. Charron:** C'était censé être celle du député de Richmond, si j'ai bien compris.

**Le Président:** Oui, pour l'Union Nationale, c'était la dernière. Le chef de l'Opposition en a demandé une.

**M. Lavoie:** Cela vous fait mal.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, je ne comprends pas l'attitude, le comportement du leader parlementaire du gouvernement qui ne me permet même pas de commencer à poser ma question.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** Cela me surprend, M. le Président, et je voudrais vous en faire part.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition, s'il vous plaît!

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, à la suite de ces échanges, est-ce que le premier ministre, dans un effort de transparence, n'accepterait pas simplement de dire que, suivant les critères évoqués par le ministre des Communications, il y aurait peut-être lieu — je lui demande simplement s'il ne croit pas qu'il y ait lieu — de revoir ce programme de publicité et de voir si les fonds publics sont réellement affectés à l'informa-

tion du public? A mon sens, c'est le critère no 1. Est-ce que le premier ministre admet qu'on prend des fonds publics, comme cela se fait présentement, disons pour parler de "La personne avant toute chose", alors que, à mon sens — j'imagine que le premier ministre sera d'accord — il serait plus avantageux de renseigner la population sur la procédure à suivre pour prendre avantage, si avantage il y a, de la loi que nous avons votée? Cela ne serait-il pas un critère important plutôt que d'avoir ce genre de musique, de slogan qui n'informe en rien la population du Québec et qui coûte énormément cher aux fonds publics?

**Le Président:** Très bien.

**M. Levesque (Bonaventure):** Est-ce que le premier ministre ne serait pas d'accord pour revoir cette situation?  
(16 heures)

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, je tiens compte des remarques du chef de l'Opposition. Je comprends qu'elles sont faites dans l'intérêt des fonds publics mais j'ai nettement l'impression — les chiffres ont été donnés, on se répète inutilement, à mon humble avis — que c'est peu un millième du budget pour le nombre de mesures, le volume de publicité obligatoire, les \$2 500 000, c'est-à-dire à peu près un quart du total qui vient de ces ressources de contrepublicité qui sont affectées à des domaines qui avaient été terriblement négligés auparavant. Il me semble que, quand on regarde le total, il n'y a pas de gaspillage; et c'est dans le goût de notre époque, à l'occasion, des slogans — pourvu qu'ils disent quelque chose — de la musique, et pourquoi pas? Pourvu que cela donne cet impact essentiel qui est la prise de conscience de certains sujets.

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!  
M. le chef de l'Opposition officielle.

**M. Levesque (Bonaventure):** Question de privilège. M. le Président, je ne peux pas laisser passer ceci parce qu'à mon sens le premier ministre, peut-être involontairement, vient d'induire la Chambre en erreur, lorsqu'il a parlé de un millième du budget. On sait qu'elle est la marge de manoeuvre de ce gouvernement et il est faux de prétendre que c'est utiliser un millième. C'est peut-être un pourcentage très important du budget qui s'en va, qui est disponible, la marge de manoeuvre.

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, je suis obligé... M. le Président, ce n'est pas une question de privilège, je ne veux pas qu'on abuse de cela mais, dans sa prétendue question de privilège, le chef de l'Opposition vient de confondre deux choses, et là je crois franchement que c'est charrier un peu. Le budget, c'est le budget; la marge de manoeuvre, c'est la partie pour les extensions de programmes et les nouvelles priori-

tés. Le budget de la publicité, écoutez, les questions qu'on vient de poser depuis à peu près une demi-heure sur ce sujet, y compris les chiffres comparatifs de deux députés de l'Union Nationale hier, montrent bien que cela fait partie du budget global depuis toujours, les budgets de publicité. Qu'on ne vienne pas nous raconter que c'est la marge de manoeuvre.

**Le Président:** M. le député de Beauce-Sud.

**M. Roy:** Merci, M. le Président.

**M. Godin:** Additionnelle.

**Le Président:** M. le député de Beauce-Sud, question principale.

**M. Godin:** Additionnelle.

**M. Roy:** M. le Président...

**M. Godin:** M. le Président, question de privilège.

**Le Président:** M. le député de Mercier.

**M. Godin:** Vous avez dit que c'était la dernière additionnelle de l'Union Nationale; ensuite une additionnelle pour les libéraux. Est-ce que nous aussi avons droit à une additionnelle?

**Le Président:** M. le député de Mercier, je m'excuse mais je voudrais vous signaler que, pour avoir droit à sa question, la formation de l'Opposition officielle a renoncé à une autre question, et c'est pourquoi j'ai reconnu le chef de l'Opposition.

M. le député de Beauce-Sud.

#### Achat de la compagnie Nordair

**M. Roy:** Merci, M. le Président. Ma question s'adresse à l'honorable ministre des Transports et concerne...

**Le Président:** M. le député de Beauce-Sud.

**M. Roy:** .. le dossier de Québécoir-Nordair. Les media, la semaine dernière, ont fait état d'une offre d'achat pour la compagnie Nordair au gouvernement fédéral par des capitaux québécois et ontariens. De plus, ces mêmes media nous rapportaient que cette offre bénéficierait de l'appui des deux gouvernements, soit ceux du Québec et de l'Ontario. Est-ce que le ministre peut nous dire ce qui en est exactement de ce dossier à ce moment-ci?

**M. Lessard:** M. le Président, je dois souligner qu'entre autres choses le gouvernement du Québec, depuis le 15 novembre 1976, s'est occupé d'un secteur qui avait été laissé pour compte, le secteur aérien. C'est donc vous indiquer que, lorsque Air Canada annonçait, le 5 janvier 1977, son intention d'acquérir Nordair, le gouvernement

du Québec a décidé d'intervenir. Dès février 1977, j'ai rencontré M. James Snow, ministre des Transports et des Communications de l'Ontario, afin de tenter d'élaborer une stratégie commune devant la Commission canadienne des transports. Ce fut donc l'opposition commune de l'Ontario et du Québec devant la Commission canadienne des transports et, après la décision de cette commission, favorable à Air Canada, le Québec a demandé au gouvernement canadien, au cabinet fédéral, d'intervenir afin de ne pas accepter la décision de la Commission canadienne des transports.

Je n'ai pas à vous rappeler la décision de M. Otto Lang à ce sujet. Par la suite, j'ai rencontré à nouveau M. Snow afin d'en arriver à faire une offre globale puisque cela concernait deux compagnies, l'une de l'Ontario et l'autre qui faisait des affaires en Ontario et au Québec. Donc, j'ai rencontré M. Snow pour faire une offre commune devant le gouvernement d'Ottawa; cette offre a été faite maintenant et la réponse appartient au gouvernement fédéral.

Je voudrais, M. le Président, en terminant, vous lire tout simplement un télégramme qui m'a été transmis il y a quelques minutes. Je vais le traduire, puisqu'il est en anglais, aussi littéralement que possible. Voici ce télégramme qui démontre...

**Des Voix:** Stop.

**M. Lessard:** ... le consensus entre l'Ontario et le Québec. Nous sommes opposés...

**Des Voix:** Stop.

**M. Lessard:**... à la création d'un transporteur régional de l'Est comme suggéré par le ministre des Transports d'Ottawa, M. Otto Lang. En effet, le premier ministre, William Davis, a déjà indiqué...

**Des Voix:** Stop.

**M. Lessard:** ... au premier ministre Trudeau...

**M. Roy:** M. le Président, je soulève une question de règlement.

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Roy:** Je soulève une question de règlement.

**Le Président:** M. le député de Beauce-Sud.

**M. Roy:** Il semble que la question dérange quelqu'un en cette Chambre. Je ne sais pas qui et je n'ai pas l'intention de faire le procès de personne. J'aimerais bien pouvoir entendre la réponse du ministre, M. le Président, parce que je pense que c'est une question qui est d'intérêt public.

**M. Lessard:** En effet, le premier ministre William Davis a déjà indiqué au premier ministre Trudeau la position de l'Ontario, proposant trois

transporteurs régionaux, soit un pour l'Ontario, un pour le Québec et celui qui existe pour les Maritimes. En terminant, M. le Président, M. Snow écrit ceci: J'ai parlé à mon collègue du Québec, M. Lessard, concernant cette proposition. Il apparaît y avoir un consensus sur cette question. Il apparaît certainement que si les routes de Nordair au Québec et les routes de l'Arctique avec départ de Montréal pouvaient être transférées à Québecair ou à d'autres intérêts privés, les services à l'intérieur du Québec pourraient certainement être élargis. Ceci démontre, M. le Président, que lorsque le gouvernement fédéral nous laisse négocier entre les provinces, soit l'Ontario et le Québec, nous sommes capables ensemble de régler nos problèmes et de faire la souveraineté-association, ce qui démontre qu'on devrait stopper les interventions du fédéral au Québec et en Ontario.

**M. Roy:** M. le Président...

**Le Président:** Une dernière question, M. le député de Beauce-Sud.

**M. Roy:** M. le Président, j'aurai une dernière question, mais en deux volets pour éviter d'avoir à poser une deuxième question additionnelle. J'aimerais savoir si le ministre a reçu une réponse définitive du gouvernement fédéral à ce sujet ou s'il entend en recevoir une prochainement. Deuxièmement, selon les nouvelles, il semblerait qu'il y aurait suffisamment de participation financière de la part d'entreprises et de capitaux privés québécois. J'aimerais savoir du ministre s'il est possible ou nécessaire qu'il y ait également une participation financière du gouvernement. J'aimerais connaître la position du ministre et du gouvernement à ce sujet.

**Le Président:** Brièvement, s'il vous plaît, M. le ministre des Transports.

**M. Lessard:** M. le Président, on connaît la Loi sur l'aéronautique du gouvernement fédéral qui, à la suite du fait que l'Alberta a nationalisé deux compagnies aériennes, empêche maintenant le gouvernement du Québec de devenir participant ou d'acheter des actions d'un transporteur régional et exige la permission du gouvernement fédéral. C'est pourquoi nous avons décidé, plutôt que de nous engager dans une lutte constitutionnelle, de favoriser des capitaux québécois. Cependant, M. le Président, il ne semble pas y avoir actuellement de problème d'argent. Mais si une participation du Québec était exigée et nécessaire, le gouvernement du Québec n'a pas l'intention de reculer. Cependant, nous avons surtout l'intention, actuellement, d'appuyer ces capitaux québécois, à la fois par notre force politique et par notre poids économique.

**M. Roy:** Le premier volet de ma deuxième...

**Le Président:** M. le député de Beauce-Sud. M. le ministre des Transports.

(16 h 10)

**M. Lessard:** Je sais que tout ce dossier a été discuté jeudi dernier au Conseil des ministres du gouvernement fédéral, mais la décision n'a pas été prise à la suite de communications qui sont venues de ceux qui avaient fait l'offre et d'autres. Les informations — puisqu'il y aura possiblement déclenchement des élections — que je possède sont qu'une décision devrait se prendre jeudi prochain au prochain Conseil des ministres, mais je pense qu'il est extrêmement important pour le Québec qu'une telle décision se prenne d'abord dans l'intérêt des Québécois et des transporteurs québécois.

**Le Président:** Fin de la période des questions.

**Mme Payette:** M. le Président, j'avais une réponse à apporter. Est-ce que je peux être assurée d'apporter ma réponse demain?

**Le Président:** C'est juste, Mme le ministre m'avait indiqué qu'elle avait une réponse à apporter, mais, compte tenu qu'il est déjà cinq minutes passé le temps normal de la période des questions, je vous suggère de revenir demain, Mme le ministre.

**Des Voix:** Il y a consentement.

**Le Président:** On pourrait avoir besoin du temps qui serait pris pour cette réponse à d'autres fins.

**M. Charron:** M. le Président, à moins que nous n'ayons tout de suite — ce que de toute façon il faudra à cause des délais techniques auxquels la Chambre a déjà consenti — le consentement que nous...

**M. Bellemare:** Pouvez-vous répéter? Auxquels la Chambre a déjà consenti? Non

**M. Charron:** Oui.

**M. Bellemare:** Non, ce n'est pas vrai.

**M. Charron:** Bien oui.

**M. Bellemare:** Non, on n'a pas consenti que la Chambre suspende ses travaux pour 30 minutes, non. Un instant.

**M. Charron:** Est-ce que je peux demander au député de Johnson s'il consent?

**M. Bellemare:** Non, on ne consent pas pour que le discours inaugural se continue. On est en retard; c'est pour que le discours inaugural se termine maintenant.

**M. Charron:** M. le Président, vous me reconnaîtrez au moment des motions non annoncées.

**Le Président:** Nous en sommes aux motions non annoncées, M. le leader parlementaire du gouvernement.

### Motions non annoncées

**M. Charron:** M. le Président, je n'ai pas terminé.

**Le Président:** Mme le ministre.

**Mme Payette:** Je m'excuse de revenir à la charge encore une fois, parce que je n'ai pas de réponse. Est-ce que je suis assurée d'être reconnue demain pour apporter une réponse au député de Roberval?

**Le Président:** Oui, Mme le ministre, vous êtes assurée d'être reconnue demain après la période des questions.

**Mme Payette:** Merci, M. le Président, vous êtes trop bon.

**Le Président:** Je m'en doutais, Mme le ministre.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Charron:** Si vous voulez, M. le Président, on peut sortir. D'ailleurs, c'est ce que je veux vous proposer, justement.

Suite à l'avis et aux informations que vous nous avez communiqués, M. le Président, je voudrais faire motion pour que cette Assemblée suspende ses travaux pour une trentaine de minutes — du côté technique, on nous a informés que cela ne devrait pas dépasser cela — et que l'Assemblée se réunisse à nouveau par la suite pour mettre fin au débat sur le discours inaugural.

**Le Président:** Est-ce que cette motion sera adoptée?

**M. Bellemare:** Non, M. le Président.

**Le Président:** Adopté.

**M. Bellemare:** Non.

**M. Charron:** Vote enregistré, M. le Président. Vote à main levée.

**M. Bellemare:** C'est une motion qui est débattable en vertu de l'article 35.

**M. Charron:** Pardon?

**M. Bellemare:** C'est une motion débattable en vertu de l'article 35.

**M. Charron:** C'est une motion non annoncée, c'est bien évident que c'est débattable.

**M. Bellemare:** On va la débattre.

**Le Président:** Est-ce qu'il y a consentement à la présentation?

**M. Bellemare:** Non.

**Le Président:** Il y a un consentement à obtenir.

**M. Bellemare:** Il n'y a pas de consentement, M. le Président, parce qu'on veut donner notre point de vue si c'est débattable.

**M. Charron:** C'est débattable, M. le Président. Je voudrais que le député de Johnson donne son point de vue tout de suite. C'est débattable.

**M. Bellemare:** M. le Président, question de règlement. On est déjà...

**Le Président:** Un instant, M. le leader parlementaire de l'Union Nationale. Il y a consentement à la présentation?

**M. Charron:** Débat.

**Le Président:** Alors, vous avez la parole, M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

**M. Brochu:** Avant qu'elle soit adoptée, une demande de directive. Est-ce que j'ai bien compris qu'il s'agit d'une motion non annoncée? A ce moment, pour sa présentation, cela prend le consentement unanime de la Chambre. Nous refusons le consentement à la présentation.

**Le Président:** Si j'ai bien compris, M. le député de Richmond, il y avait déjà consentement.

**Des Voix:** Non.

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît! Il y avait consentement. C'était une espèce de consentement conditionnel, à la condition qu'elle soit débattable. Je venais de reconnaître le leader parlementaire de l'Union Nationale sur la motion. Mais, si c'est le cas, M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, vous aviez la parole.

**M. Bellemare:** On refuse qu'elle soit présentée aux motions non annoncées. C'est clair.

**M. Brochu:** Ce qu'on demande tout simplement, c'est qu'on continue les travaux de l'Assemblée nationale tels que prévus à l'ordre du jour. Qu'il y ait la télévision ou qu'il n'y en ait pas, qu'on continue nos travaux, c'est ce qu'on veut.

**M. Charron:** M. le Président, je vous demande de trancher le débat parce que je pense qu'on ne peut pas les suivre. Je vous ai entendu appeler, sur une motion débattable, forcément — et je ne m'y opposerai aucunement, c'est le règlement qui le permet — le député de Johnson pour qu'il s'exprime là-dessus. Que sa formation politique veuille nous expliquer pourquoi elle s'oppose à cet arrangement dans ces circonstances qu'on n'a pas choisies personne, je peux vous en assurer, c'est tout à fait normal. Que le député s'exprime s'il le veut.

**M. Bellemare:** La motion non annoncée n'est pas débattable. On a dit: Non. Il n'y a pas unanimité. Pourquoi attendrait-on la télévision pour finir le discours inaugural? Dites-moi donc pourquoi. Pourquoi retarder les travaux de la Chambre? Pourquoi? Pour entendre messieurs les libéraux à la télévision? Ils nous ont frustrés, la dernière fois, de notre droit de parole.

**Le Président:** A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Sainte-Marie.

**M. Bisailon:** Question de directive, M. le Président. Si je comprends bien ce qui se passe, serait-il possible, M. le Président, qu'on présente une motion pour qu'une commission parlementaire siège et qu'on demande un vote enregistré? Pendant le temps de l'attente du vote, les lumières pourraient s'installer.

**Le Président:** Je vais vous référer à l'article 44 du règlement. Dans les circonstances, pour qu'une motion annoncée puisse être débattable, encore faut-il qu'il y ait un consentement unanime à la présentation. Il n'y a pas eu de consentement unanime à la présentation, de telle sorte qu'on ne peut en faire une motion, on ne peut voter sur cette motion.

En vertu des dispositions de l'article 44, il appartient dans ce cas à la présidence de trancher et la présidence tranche: Les travaux de la Chambre sont suspendus pour 30 minutes.

Suspension de la séance à 16 h 18

Reprise de la séance à 16 h 38

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!  
Nous reprenons les affaires courantes.  
Nous sommes toujours aux motions non annoncées.

#### Reconduction des projets de loi nos 125,119,121,97,107,126 et 101

**M. Charron:** M. le Président, en vertu de l'article 6 du règlement, je voudrais faire motion pour que les projets de loi que je vais mentionner soient reconduits au feuillet de demain avec l'indication qu'ils se trouvent, comme le dit l'article 6, au même stade où ils en étaient rendus au moment de la prorogation de la troisième session de la présente Législature. Les projets de loi que le gouvernement tient à voir reconduits sont les projets de loi 125, Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, le projet de loi 119, Loi constituant certaines municipalités dans l'Outaouais, le projet de loi 121, Loi modifiant la Loi constituant la Société nationale de l'amiante, le projet de loi 97, celui qui modifie la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers

du Québec, le projet de loi 107, qui institue la Régie du logement et qui modifie le Code civil et d'autres dispositions législatives, le projet de loi 126, qui est la Loi sur les normes du travail, et, finalement, le projet de loi 101, qui est la Loi modifiant la Loi des employés publics.

Je fais donc motion pour que tous ces projets de loi soient reconduits au feuillet.

**Le Président:** Est-ce que cette motion sera adoptée?

Adopté.

Nous en sommes à l'enregistrement des noms sur les votes en suspens. Il n'y en a pas. Et aux avis à la Chambre.

M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

### Avis à la Chambre

**M. Lavoie:** Le 8 mars dernier, je faisais parvenir au leader du gouvernement une lettre — ma question concerne d'ailleurs l'étude des crédits, les travaux de la Chambre, qui doit commencer dès la semaine prochaine, possiblement.

(16 h 40)

De cette lettre que j'ai envoyée au leader du gouvernement le 8 mars, il y a treize jours, je lis le premier paragraphe: "Cher collègue, suite à l'entente intervenue à l'effet que les ministres feront parvenir aux partis d'Opposition un dossier renfermant des renseignements de nature à accélérer l'étude des crédits, l'Opposition officielle apprécierait recevoir ce document au tout début d'avril et insiste pour que soient inclus dans le dossier les renseignements aux questions énumérées en annexe". Et en annexe, rapidement, je mentionnais: "1) la liste des sous-ministres, leur titre et leur traitement; 2) la liste du personnel politique affecté au cabinet des ministres; 3) les sommes dépensées aux fins de la publicité en 1978/79 et les dépenses prévues en 1979/80". J'ai déjà fait cette demande du fait que le discours du budget sera déjà prononcé puisqu'on demande la livraison de ce document pour le début d'avril. Je dis donc: "... et les dépenses prévues en 1979/80 pour chacun des ministères et les organismes, sociétés, régies, commissions, rattachés aux ministères". Je me permets de poser cette question d'une manière publique aujourd'hui, étant donné qu'il y a plusieurs ministres dans cette Chambre. Pour faciliter l'étude des crédits, je voudrais avoir l'assurance du leader du gouvernement qu'effectivement les documents que nous demandons nous seront remis dès le début d'avril pour accélérer et faciliter l'étude des crédits.

**Le Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Charron:** M. le Président, j'informe avec plaisir le député de Laval et tous les membres de l'Assemblée que j'ai donné une suite immédiate à cette lettre puisqu'elle fait partie, je crois, d'un

arrangement très convenable des travaux de l'Assemblée au chapitre de l'étude des crédits, ce qui nous permettra, par ailleurs, d'avoir une étude des crédits harmonieuse, je l'espère en tout cas efficace et dans un délai très raisonnable. J'ai considéré la mesure proposée par le député de Laval comme une façon de gagner du temps lors de l'étude des crédits. Non seulement j'y ai donné une suite immédiate au niveau du cabinet de chacun de mes collègues, mais je les prends à témoin — ceux qui sont avec moi cet après-midi — du fait que ce matin même, au Conseil des ministres, j'ai insisté de nouveau, cette fois verbalement, en présence de tous mes collègues pour qu'une suite immédiate y soit effectivement donnée, à tel point que je pense même dans certains cas — en tout cas pour les crédits qui seront les tout premiers appelés — pouvoir répondre adéquatement à la demande du leader de l'Opposition officielle avant même le délai qu'il me fixait, c'est-à-dire au cours de la fin de semaine prochaine, avant la fin du mois de mars. Je veux l'assurer que j'ai pris de façon très sérieuse cette demande qui m'était formulée.

**M. Bellemare:** Y aura-t-il des copies...

**Le Président:** M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

**M. Bellemare:** ... pour l'Union Nationale?

**M. Charron:** Oui, M. le Président. Nous en ferons parvenir des copies à tous les partis politiques.

**M. Bellemare:** En vertu de l'article 34, M. le Président, je pense qu'il serait temps aussi de savoir si les prévisions budgétaires seront déposées huit jours avant ou, comme vous nous l'avez laissé entendre, le 27, jour du discours du budget. Peut-on compter en recevoir quelques copies avant le dépôt du budget?

**M. Charron:** M. le Président, les prévisions budgétaires seront déposées le même jour que le budget, c'est-à-dire le mardi 27 mars 1979. Pour l'étude des crédits ministère par ministère — parce qu'il est évident qu'à ce moment-là je ferai la traditionnelle motion de renvoi aux commissions élues pour l'étude de ces prévisions budgétaires — les premières commissions appelées à étudier les prévisions budgétaires de chacune de ces commissions seront convoquées le 3 avril, donc à une semaine de délai.

**M. Bellemare:** Le ministre peut-il nous dire lesquels sont les premiers pour qu'on puisse prendre certaines dispositions?

**Le Président:** M. le leader du gouvernement.

**M. Charron:** Il est peut-être un peu trop tôt, M. le Président, mais j'en informerai quand même préalablement l'Opposition, il va sans dire. Je



crois que parmi les tout premiers, on retrouvera le budget du Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports et le budget du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

**Le Président:** Avez-vous des avis à donner?

**M. Charron:** Oui, M. le Président. Je voudrais donner avis que demain matin se réunira au salon rouge la commission de la justice au sujet du projet de réforme du droit de la famille pour entendre, je crois, les derniers mémoires de ceux qui ont sollicité d'être entendus. Il reste peut-être une autre séance à prévoir. A la salle 81-A, des citoyens se présenteront pour donner leur opinion sur le projet de loi 126. C'est la commission...

**M. Bellemare:** Le numéro des mémoires c'est 12, 13, 14 et 15, mais le ministre ne le sait pas d'avance.

**M. Charron:** Malheureusement, M. le Président, je ne peux pas le donner.

**M. Bellemare:** Je vais le demander à votre bureau et ils vont me le dire.

**M. Charron:** D'accord, c'est cela. Mon bureau est très efficace. A la salle 91-A, comme déjà annoncé, c'est la réunion de la commission des engagements financiers qui aura lieu demain toute la journée s'il le faut. Comme prévu et annoncé également, il y a la séance de vendredi matin. Pour le moment, M. le Président, pour ne pas perdre davantage de temps, je fais motion pour que cet après-midi jusqu'à 18 heures — il semblerait qu'il ne reste qu'un seul groupe à être entendu — la commission de la justice puisse se réunir afin d'entendre cet organisme sur son projet de réforme du droit de la famille.

**Le Président:** Est-ce que cette motion sera adoptée?

**M. Charron:** Au salon rouge, M. le Président.

**Des Voix:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

Affaires du jour.

**M. Charron:** M. le Président, le débat sur le discours inaugural, comme nous en avons convenu tout à l'heure, prendra fin vraisemblablement cet après-midi. Je veux donc rappeler aux députés qui sont présents et à ceux qui se joindront à nous au cours de la séance qu'après l'intervention du député de Laval qui a demandé l'ajournement et la mienne au nom du gouvernement, en réplique, selon ce que me réserve le règlement, j'ai obtenu le consentement durant l'arrêt des travaux de cette Chambre tout à l'heure, pour que même si nous devons dépasser 18 heures de quelques minutes, nous puissions mettre aux voix les motions de

blâme inscrites au nom du chef de l'Opposition et du chef de l'Union Nationale lors de cette séance même.

**Le Président:** M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

**M. Lavoie:** Nous n'aurions pas d'objection si le leader du gouvernement voulait faire une demande à la présidence pour que les deux votes sur les motions de blâme aient lieu demain à l'enregistrement des noms sur les votes en suspens. Nous n'avons pas d'objection.

**M. Bellemare:** C'est ce qu'il nous avait dit, qu'il remettrait les votes à demain.

**Le Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Charron:** Ce qui est important, M. le Président, c'est que le droit de réplique du gouvernement ne soit pas entrecoupé. C'est pour cette raison que j'ai inscrit le vote après. Si les collègues m'informent tout de suite qu'ils ont l'intention, à 18 heures, à cause du délai que nous avons eu à cause de la télévision, de mettre fin à la séance, j'aimerais qu'ils me le disent tout de suite parce que je proposerai plutôt, immédiatement après l'intervention du député de Laval, l'ajournement du débat à demain.

**Le Président:** M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

**M. Bellemare:** Sur ce sujet, M. le Président, je voudrais vous dire que nous n'avons aucune objection à ce que l'honorable leader puisse continuer son intervention après 18 heures, mais je trouve étrange et je proteste avec véhémence contre l'attitude qu'a prise la vice-présidente de donner le droit de parole au député de Laval à la dernière séance. Il était bien entendu — nous avons averti au préalable l'honorable vice-présidente — que c'était un des membres de l'Union Nationale qui devait prendre la parole. Quand le député de Laval s'est levé, même la vice-présidente lui a demandé: Est-ce que vous intervenez sur une question de règlement? Il a répondu: Non, j'interviens sur le discours inaugural. Cela n'était pas dans son droit parce que le Parti libéral avait parlé deux fois, ainsi que le "PQuiou". La rotation étant disparue, je pense que nous protestons et nous disons que cela n'est pas "fair play".

**Le Président:** M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, je prends acte de votre protestation à l'égard de la vice-présidente. Je dois vous souligner qu'en la matière il n'y a pas forcément rotation et que l'Opposition officielle avait également avisé la vice-présidente qu'elle entendait intervenir après l'intervention de M. le député de Springate. Je reconnais que cela n'est pas toujours facile et que le problème s'est souvent posé.

**Une Voix:** Le député de Springate?

**Le Président:** Après l'intervention de M. le député de Westmount. Je reconnais que cela n'est pas toujours facile et vous le savez que cela n'est pas toujours facile, M. le leader parlementaire de l'Union Nationale. Vous le savez mieux que quiconque en cette Chambre comme doyen.

**M. Bellemare:** Voici la page 381 où la vice-présidente...

**Le Président:** M. le leader parlementaire, à l'ordre, s'il vous plaît! M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, j'ai lu la transcription et les notes sténographiques. Je pense qu'il faudrait les lire au complet pour avoir toute l'histoire. La parole avait été cédée au leader parlementaire de l'Opposition officielle que je reconnais immédiatement.

**M. Charron:** M. le Président, j'ai posé une question.

**M. Marchand:** M. le Président...

**M. Charron:** Je m'excuse auprès du député de Laurier. J'ai une dernière chose à clarifier parce que ce que j'ai demandé n'est pas clarifié. Est-ce que j'aurai le consentement pour, si besoin il y a, dépasser de quelques minutes 18 heures cet après-midi? Il semble que c'est accordé. Et les votes, nous allons les remettre à demain. Très bien.  
(16 h 50)

**Le Président:** M. le député de Laurier, j'allais indiquer à la Chambre, puisque c'est le moment de le faire, que j'ai reçu communication d'un avis de privilège. Je serais disposé, s'il y a consentement unanime — et le député de Laurier m'a dit qu'il était d'accord aussi — à ce que cela se fasse demain pour permettre de ne pas ajourner trop tard. Je voudrais savoir, M. le député de Laurier, si vous êtes toujours d'accord et s'il y a consentement.

**M. Marchand:** M. le Président, je voudrais d'abord savoir si vous acceptez ma question de privilège.

**Le Président:** Oui, je vais l'accepter à certaines conditions, M. le député de Laurier. Le consentement pour continuer après 18 heures est donné. Dans les circonstances, je vais tout simplement, M. le député de Laurier, lire votre avis de privilège: "Le 21 mars 1979. M. le Président, je vous donne avis, conformément au paragraphe 1 de l'article 49 du règlement, que j'entends soulever, avant l'appel des affaires du jour, à la séance d'aujourd'hui, une question de privilège au sujet d'une lettre comprise dans un dossier remis aux membres de la commission des engagements financiers et contenant un commentaire tout à fait déplacé et inacceptable à l'endroit de l'Opposition. Veuillez agréer, M. le Président, l'expression

de mes sentiments les meilleurs". C'est signé du député de Laurier.

M. le député de Laurier, je vous signale qu'une question de privilège peut être soulevée pour invoquer les privilèges des membres de l'Assemblée nationale mais qu'on ne peut pas, en général, invoquer une question de privilège pour l'Opposition en tant que telle. Je vous invite à signaler brièvement votre question de privilège.

**M. Marchand:** M. le Président, est-ce que je le fais immédiatement?

**Le Président:** Oui, s'il vous plaît!

**M. Marchand:** M. le Président, suite à des demandes que j'ai formulées et reformulées depuis des mois, au nom de l'Opposition libérale, à la commission parlementaire des engagements financiers, un secrétaire particulier du ministre d'Etat à l'aménagement s'est permis d'écrire la lettre suivante que je vous lis, datée du 1er mars 1979, écrite à M. Normand Saint-Pierre, chef de cabinet, ministère des Travaux publics et Approvisionnements. Objet: engagements financiers. "Cher Normand, ci-joint copie de questions demeurées sans réponse aux engagements financiers. Nul n'est besoin de te convaincre de l'importance d'y répondre dans les plus brefs délais. L'Opposition se fait plus hargneuse que jamais. Je te remercie à l'avance de l'attention que tu porteras à ce sujet. Le secrétaire particulier adjoint, Philippe Bellec."

M. le Président, je tiens à dénoncer les propos tendancieux de ce secrétaire particulier adjoint, Philippe Bellec, à savoir "l'Opposition se fait plus hargneuse que jamais". Je prends à témoin le vice-président du Conseil du trésor, le député de Laurentides-Labelle, jamais l'Opposition libérale n'a pris l'attitude telle que qualifiée par M. Bellec à la commission parlementaire étudiant les engagements financiers. L'Opposition libérale ne fait que son travail. Que l'Opposition libérale montre des signes d'impatience, cela est compréhensible car, à la dernière séance, l'Opposition était toujours sans réponse aux questions posées depuis de nombreux mois.

En effet, lors de la dernière séance de la commission parlementaire, nous n'avions...

**Le Président:** A l'ordre! M. le député de Laurier, je regrette mais... M. le député de Laurier, je regrette mais, d'abord, vous ne m'avez pas tout à fait convaincu qu'il s'agissait là d'une question de privilège, mais je vous réfère au troisième paragraphe de l'article 99 qui dit qu'il est interdit à un député qui a la parole de se référer aux opérations et aux délibérations d'une commission avant qu'elle soit rapportée à l'Assemblée. Juste au moment où je vous ai interrompu, M. le député de Laurier, vous étiez en train de vous référer aux travaux d'une commission parlementaire qui, à ma connaissance, n'a pas encore fait rapport à l'Assemblée. Alors, je vous demanderais de tirer immédiatement, puisque je ne pense pas, en tout

cas, qu'il y ait là vraiment matière à question de privilège, les conclusions. Puisque vous avez déjà été entendu, ce sera suffisant.

**M. Marchand:** M. le Président...

**M. Lavoie:** M. le Président...

**Le Président:** M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

**M. Lavoie:** M. le Président, écoutez, sur la question de privilège, le mot le dit: c'est privilégié, les privilèges des députés. Se faire traiter, un membre élu de la population, qui a la confiance de la population, par des fonctionnaires politiques d'un ministre du qualificatif hargneux, je pense que ce n'est pas acceptable, et vous seriez le premier à nous défendre, M. le Président, comme le défenseur des droits de cette Assemblée. Je crois qu'il y a question de privilège. Vous mentionnez que la commission doit faire rapport à l'Assemblée; la commission des engagements financiers ne fait jamais rapport à l'Assemblée. Je crois qu'une question de privilège doit être privilégiée selon la lettre du règlement, mais c'est surtout l'esprit. Je crois que le député de Laurier est tout à fait en droit de soulever cette question de privilège quand il se fait traiter de la sorte par du personnel politique d'un ministre en place.

**M. Marchand:** Merci, M. le Président. Vous allez me permettre un mot. Si c'est de la hargne de travailler pour le bien du public en essayant d'épargner l'argent du public, les \$25 millions dépensés seulement en publicité, si c'est cela de la hargne, je vais continuer à faire mon travail.

#### Débat sur le message inaugural

**Le Président:** J'appelle maintenant la reprise du débat sur le message inaugural et sur les motions de censure qui ont été proposées l'une par l'Opposition officielle et l'autre par l'Union Nationale. Vous aurez 27 minutes, puisque c'est le temps qui vous est alloué, si j'ai bien compris, et il y aura une heure ensuite pour le droit de réplique. Les 27 minutes appartiendront à l'Opposition officielle, au leader parlementaire de l'Opposition officielle; le droit de réplique sera assumé, je crois, par le leader parlementaire du gouvernement. Maintenant, avant de vous céder la parole, je voudrais indiquer à l'Assemblée qu'en vertu d'une entente intervenue entre les formations politiques la question avec débat du vendredi, au lieu d'avoir lieu vendredi de cette semaine, n'aura lieu que vendredi de la semaine suivante, c'est-à-dire le 30 mars. Cette question avec débat sera toutefois la même que celle qui avait été proposée au nom de l'Opposition officielle par le leader parlementaire de cette formation de la semaine dernière.

M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

**M. Lavoie:** M. le Président, tel qu'il est permis selon la coutume, je cède mon droit de parole à l'honorable député de Marguerite-Bourgeoys.

**Le Président:** M. le député de Marguerite-Bourgeoys, vous avez la parole.

#### M. Fernand Lalonde

**M. Lalonde:** M. le Président, laissez-moi tout d'abord, comme c'est l'usage, vous adresser mes vœux les plus sincères à l'occasion du début de cette session. Je vous souhaite, ainsi qu'au vice-président, à Mme la vice-présidente, la sagesse et la patience qui maintiennent l'ordre nécessaire à faire de nos débats les plus fructueux pour le plus grand intérêt des Québécois. Puis-je joindre mon témoignage de sympathie à la famille et aux proches de notre regretté vice-président, M. Jean-Guy Cardinal. J'ai eu l'avantage d'être parmi les premiers récipiendaires de son enseignement à l'Université de Montréal au début d'une remarquable carrière universitaire. Au-delà du parlementaire, c'est donc plus particulièrement au professeur, au juriste que ma pensée s'adresse dans ce sentiment de perte que je ressens depuis sa disparition.

M. le Président, cette session nous fait entrer de plain-pied dans la période préréférendaire et nous avançons à grands pas vers ce moment crucial pour notre avenir collectif au Québec et au Canada. Récemment, de nouveaux éléments se sont ajoutés au débat référendaire. Le rapport Pépin-Robarts, tout d'abord; ensuite, le document de travail préparé en collaboration par le chef du Parti libéral, Claude Ryan, intitulé: Choisir le Québec et le Canada, et aussi la brochure publiée par le Parti québécois, "D'égal à égal", il y a quelques semaines. Le rapport Pépin-Robarts et le document de travail: Choisir le Québec et le Canada déterminent et démontrent qu'une option fédéraliste se dessine qui assurera aux Québécois la garantie nécessaire de l'épanouissement de leur identité culturelle et sociale distincte dans un système politique nouveau, plus juste et plus efficace. Ce système politique de type fédéral permettra à tous les Canadiens, Québécois et autres de profiter d'avantages économiques plus grands, tout en participant à la construction d'un grand pays riche en ressources et en diversité.  
(17 heures)

En d'autres termes, il est de plus en plus évident qu'en toute sécurité économique, culturelle et sociale, les Québécois pourront et devront choisir le Québec et le Canada.

D'autre part, il y a quelques semaines le Parti québécois publiait une brochure intitulée. "D'égal à égal", où il est établi plus clairement que jamais que l'objectif ultime du PQ est l'indépendance du Québec. Du bout des lèvres, le PQ propose une association économique assortie d'une union monétaire avec le reste du Canada. Mais le PQ croit si peu à cette association, Mme la Présidente, qu'il propose déjà un deuxième référendum en cas d'échec de l'association. Vous l'avez deviné, ce

deuxième référendum sera celui auquel tout le monde s'attend, celui sur l'indépendance du Québec.

Or, le sort de l'association projetée est tout à fait prévisible. Personne ne veut actuellement même considérer la possibilité de faire partie de cette formule rétrograde vouée à l'échec qu'est l'association économique sans lien fédéral. Alors, force nous est faite de conclure que le PQ recherche la séparation politique du Québec du reste du Canada. Voilà, nous sommes revenus au point de départ. Le séparatisme refait surface. Ce même séparatisme que les manipulateurs d'opinion péquistes ont tellement tenté d'éliminer de notre vocabulaire politique à coups d'acrobaties verbales, de demi-vérités, de mensonges complets, de volte-face et autres pirouettes du genre.

Nous en sommes là. D'un côté, le séparatisme et, de l'autre, le Québec et le Canada. Le séparatisme, c'est l'abandon de notre droit de propriété sur le territoire et les richesses naturelles du Canada. Le séparatisme, c'est l'abandon de tout le système de péréquation découlant du principe de l'égalité des chances pour les citoyens de tout le territoire canadien. Le séparatisme, c'est l'abandon de notre statut de citoyen d'un pays qui, dans la famille des nations, occupe une place enviable au tout premier rang des puissances moyennes. Le séparatisme, c'est l'abandon par les Québécois d'un million de frères et de sœurs de culture française, abandon sans espoir et sans appel, puisque sans un Québec présent dans la géographie politique canadienne, le million de francophones vivant à l'extérieur du Québec ne pourrait recevoir aucune aide politique du Québec. Le séparatisme, c'est l'abandon du marché commun canadien qui constitue une des formes les plus élevées d'intégration économique offrant actuellement aux Québécois toutes les garanties de sécurité et de prospérité.

Voilà ce que les séparatistes nous proposent: abandonner un grand pays pour un morceau de ce pays. Les séparatistes veulent effacer de notre bilan, à vous et à moi, un immense territoire plein de richesses naturelles. Le séparatisme péquiste nous demande, à vous et à moi, d'échanger les trois quarts du patrimoine canadien, l'huile de l'Alberta, les blés de l'Ouest, l'océan Pacifique, le gaz naturel des Territoires du Nord-Ouest, l'industrie de l'Ontario, tout ce pays que nous ont légué nos pères. Le séparatisme nous demande d'abandonner ces richesses pour une illusion, le repli sur soi, la division.

Au contraire, choisir le Québec et le Canada, c'est assurer aux Québécois un grand pays riche dont le sous-sol a à peine commencé de livrer ses trésors, dont les ressources énergétiques en particulier sont parmi les plus grandes du monde et dont les ressources se complètent et s'équilibrent d'une région à l'autre, un pays libre, un des pays du monde où règne l'une des traditions les plus riches et les plus vivantes en matière de respect de libertés fondamentales. Choisir le Québec et le Canada, c'est offrir aux Québécois la chance de participer à l'association économique du type le

plus élevé qui soit et le plus efficace aussi. Choisir le Québec et le Canada, c'est assurer aux Québécois un niveau de sécurité et de prospérité absolument indispensable à leur épanouissement culturel et social. Choisir le Québec et le Canada, c'est continuer d'épauler, de soutenir et d'aider de maintes manières les communautés francophones des autres provinces qui, avec nous, à l'intérieur du Canada, disposent d'un pouvoir d'influence et de marchandage beaucoup plus efficace.

Enfin, choisir le Québec et le Canada, c'est assurer l'épanouissement au Québec d'une culture et d'une société qui a son génie propre. Donc, en résumé, d'un côté vous avez le séparatisme et de l'autre côté le Québec et le Canada. C'est entre cela que le référendum va nous permettre de choisir. La question ne sera pas aussi claire que, par exemple: Etes-vous oui ou non pour la séparation du Québec du reste du Canada? Non.

Le premier ministre, la semaine dernière, a dit que ce serait simpliste de demander aux gens, aux Québécois, s'ils sont en faveur, oui ou non, de l'indépendance. Le PQ sait très bien qu'une telle question serait rejetée à environ 80%. Il doit donc finasser, tenter de soutirer à la population québécoise un semblant de consentement à une question tellement édulcorée et ambiguë que nos apprentis sorciers du gouvernement séparatiste pourront d'abord obtenir le plus de oui possible, car ces oui sembleront inoffensifs et, ensuite, interpréter le résultat de la manière qu'ils le voudront.

Je crois qu'on doit avertir immédiatement le gouvernement que nous, les libéraux, ne nous laisserons pas frauder de cette manière. Je sais que le gouvernement péquiste est passé maître dans l'art de manipuler l'opinion publique par l'intoxication et même par la publicité subliminale. La publicité gouvernementale depuis deux ans en est la preuve. C'est devenu de la vulgaire propagande politique partisane, mais nous n'en sommes pas dupes. L'enjeu est trop important pour nous laisser berner. C'est un pays qu'on veut nous enlever: alors, nous serons vigilants. Autrefois, c'était par la force des armes que les populations se voyaient arracher leur pays et leur patrimoine; aujourd'hui, au Québec, on nous propose la voie démocratique. Je veux bien, mais encore faut-il que les moyens employés par le gouvernement respectent les droits et les libertés démocratiques sous l'égide desquels le PQ prétend nous soumettre son option. Toute forme de viol des droits et des libertés démocratiques des gens par l'intoxication de l'opinion publique ou autrement équivaldrait à une fraude qui ne rendrait pas plus respectable le résultat du référendum que le Parti québécois lui-même.

Déjà, dans le débat référendaire, le gouvernement est en plein conflit d'intérêts. Comme gouvernement de tous les Québécois, administrateur des fonds publics appartenant à tous les Québécois, le gouvernement a comme première responsabilité fondamentale le devoir d'assurer au référendum le processus le plus démocratique et le plus juste qui soit. La seule

préoccupation du gouvernement, comme gouvernement de tous les Québécois, est de garantir que le résultat du référendum reflétera fidèlement l'opinion objective de tous les Québécois. La manoeuvre électorale qui a permis au PQ de ravir le pouvoir en promettant un référendum sur l'indépendance est un piège sur lequel le PQ a déjà commencé de trébucher.

Le gouvernement péquiste dépense déjà des millions, nos millions pour promouvoir une option politique, une option constitutionnelle sur laquelle il prétend nous consulter. Déjà, il est évident que dans le débat sur le référendum le gouvernement ne sert pas tous les Québécois, mais est plutôt au service du Parti québécois à même les millions de dollars qui ne lui appartiennent pas, mais qui nous appartiennent à nous, à tous les Québécois. Nous assistons dès lors à une fraude tragique destinée à arracher du peuple québécois, par toutes les manoeuvres possibles et à tout prix, un semblant d'accord avec l'illusion séparatiste.

Devant cette vaste escroquerie que nous prépare le gouvernement séparatiste, qui peut défendre les Québécois? Quel organisme est le mieux préparé pour protéger nos droits et faire valoir le point de vue de ceux qui ne sont pas d'accord avec le séparatisme? En toute objectivité, quel est le véhicule capable de réunir ceux qui n'ont pas peur de bâtir un grand pays? Qui peut faire la bataille pour tous les fédéralistes qui ont choisi le Québec et le Canada? Il est bien évident, et ceci dit en toute modestie, que seul le Parti libéral du Québec constitue l'organisme québécois capable de prendre le leadership de la bataille du référendum pour sauver notre pays. Sous la direction de son chef, M. Claude Ryan, universellement respecté, fort du succès phénoménal de sa dernière campagne de financement où le Parti libéral du Québec a recueilli plus de \$2 100 000, soit, dans sa première tentative vraiment organisée, plus que jamais le Parti québécois n'est allé chercher après 10 ans d'essais, le Parti libéral du Québec est la seule garantie de succès dans la bataille du référendum et dans la définition d'une constitution fédérale renouvelée.

Le Parti libéral du Québec est fort conscient de l'immense responsabilité qui repose sur lui, soit d'unir les forces fédéralistes, de représenter ceux et celles qui ont choisi le Québec et le Canada, de leur permettre de travailler à la bataille du référendum, de travailler à la préparation de l'option constitutionnelle fédéraliste renouvelée et à la préparation du programme politique qui sera soumis au congrès général de l'automne prochain. (17 h 10)

C'est pour exercer cette responsabilité très lourde que le Parti libéral du Québec, malgré le nombre exceptionnel de ses membres — nous en avons actuellement plus de 134 000 — malgré cela, le Parti libéral du Québec ouvre les bras tout grand aux Québécois et Québécoises qui ont choisi le Québec et le Canada, comme nous. On veut nous enlever notre pays, nous tous qui voulons le conserver, le développer, l'aimer. Nous n'avons pas le droit d'être désunis. Nous devons

nous unir dans le seul instrument d'action politique, le seul véhicule qui peut défendre notre option avec vigueur et efficacité, soit le Parti libéral du Québec. D'autres organismes préconisent la solution fédérale, mais seul le Parti libéral du Québec, sous la direction énergique d'un chef de la trempe de Claude Ryan, peut nous assurer la victoire, c'est évident.

Non, Mme la Présidente. Ce n'est pas une campagne de recrutement que le Parti libéral fait actuellement, c'est la mobilisation de tous les Québécois et de toutes les Québécoises qui ont choisi le Québec et le Canada, comme nous. C'est notre dernière chance, à tous ceux et celles qui veulent défendre notre pays, c'est notre dernière chance de nous unir, de travailler ensemble pour le Québec et le Canada. Nous avons beaucoup à faire. Le Parti québécois qui rassemble tous les séparatistes et qui contrôlent l'argent du gouvernement a toujours fait preuve d'un militantisme exceptionnel. Il est déjà en action. Nous n'avons pas une minute à perdre. Il est urgent que vous tous et vous toutes qui avez choisi le Québec et le Canada — et il y en a plusieurs, il y en a des dizaines et des centaines de milliers qui nous écoutent et nous regardent — vous tous et vous toutes qui voulez défendre votre pays, il est urgent que vous deveniez membres du Parti libéral du Québec, et maintenant.

C'est sur leur terrain que nous voulons battre les péquistes. Nous les avons battus au financement et nous allons encore les battre au recrutement. Je sais que des dizaines et des dizaines de milliers de Québécois et de Québécoises qui ne sont pas encore membres du Parti libéral et qui ont choisi le Québec et le Canada sont indignés, comme nous, de voir que le chômage non désaisonnalisé a augmenté de 20 000 chômeurs entre novembre 1976 et janvier 1979. C'est un sommet. Vous aimez cela, des sommets, vous en faites, je vais vous en donner, des sommets! Je sais que des dizaines et des dizaines de milliers de Québécois et de Québécoises qui, comme le Parti libéral du Québec, ont choisi le Québec et le Canada mais ne sont pas encore membres du Parti libéral sont indignés, comme nous, de voir la dévaluation de notre dollar canadien qui, par hasard, a commencé à baisser à compter du 15 novembre 1976. De juillet à novembre 1976, le dollar canadien se situait toujours au-dessus du dollar américain. À compter de décembre 1976, donc quelques jours après l'élection du Parti québécois, il est tombé à \$0.98. En mars 1977, il tombe à \$0.95; en août 1977, à \$0.93; en novembre 1977, à \$0.90; en avril 1978, il tombe à \$0.87. Et, enfin, à peu près deux ans après l'élection du Parti québécois, le dollar canadien était rendu à \$0.84. Quand on sait que le dollar canadien, en 1971, écoutez bien cela, était à peu près égal ou supérieur au dollar américain, on doit conclure que la chute du dollar canadien, depuis l'élection du Parti québécois, n'est pas le résultat d'une simple coïncidence. Au contraire.

Je crois que la menace du séparatisme sur la stabilité politique, par conséquent la stabilité éco-

nomique du Canada, est la cause principale de l'appauvrissement général d'environ 15% à 20% — oui, c'est un appauvrissement général, cela peut aider certains secteurs temporairement, mais ce n'est même pas l'augmentation de notre productivité, c'est tout à fait artificiel — que nous avons connu depuis deux ans et qui a grandement contribué au taux d'inflation correspondant; 3% des 9% d'inflation sont reconnus comme étant causés directement par cet appauvrissement général. C'est un autre sommet et nous le devons aux péquistes. Ils sont des centaines de milliers qui sont prêts à se joindre à nous pour dénoncer la hausse des taux d'électricité et la politique énergétique séparatiste qui enferme le Québec dans une dialectique étouffante dont le prix économique sera la faillite à court terme.

Et que dire du comportement ridicule et puéril du premier ministre, lors de la visite de M. Barre chez nous? C'est un véritable sentiment de honte collective que nous avons eu devant le spectacle bizarre et grotesque de notre premier ministre!

Le Parti libéral vous offre un projet de société fondée sur les valeurs de liberté personnelle, d'initiative privée et de responsabilité individuelle, un projet de société prospère où la confiance sera rétablie dans une économie moderne et vigoureuse, un projet de société tolérante où chaque individu est respecté...

**M. Gratton:** Question de règlement.

**La Vice-Présidente:** Question de règlement.  
M. le député de Gatineau.

**M. Gratton:** Je m'excuse auprès de mon collègue de Marguerite-Bourgeoys, mais pourriez-vous au moins rappeler à l'ordre les membres du cabinet? Il y a quand même une règle de décence élémentaire qui exige qu'on écoute l'opinant qui a le droit de parole. On fera — comme on le fait d'habitude — la même chose à votre endroit.

**M. Léger:** Question de règlement.

**La Vice-Présidente:** Sur la question de règlement, M. le ministre de l'environnement.

**M. Léger:** Mme la Présidente, le chef du Parti libéral a-t-il changé le slogan "Je me souviens" pour "Je me soumetts"?

**La Vice-Présidente:** M. le ministre de l'environnement, j'ai l'impression que vous avez déguisé une question sous une question de règlement. Le message est déjà passé. Je vous demanderais, s'il vous plaît, votre participation pour permettre au député de terminer son intervention dans le calme. M. le député, s'il vous plaît!

M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Lalonde:** Mme la Présidente, quand on voit le genre de message que l'organisateur en chef du référendum péquiste vient de nous livrer, on voit à quel niveau très bas il situe l'avenir des Québécois. S'il y en a un qui est en conflit d'intérêts,

c'est bien lui, tout en étant ministre du gouvernement et organisateur pour essayer de passer n'importe quoi aux Québécois. Pour le parti libéral du Québec, le nationalisme est une valeur très importante de notre société. Il anime et traduit la conviction que nous avons tous de former au Québec une société distincte et notre volonté de le demeurer, mais c'est aussi une valeur qui doit respecter les valeurs d'autres groupes établis au Québec et qui n'a pas un rang de normes ultimes et absolues devant lesquelles, comme le veut le séparatisme péquiste, tout doit se soumettre et s'incliner.

C'est cela, la différence. Le PQ veut tout contrôler, englober, surveiller, vérifier, inspecter, censurer, diriger. C'est cela, la dialectique étouffante du Parti québécois et du séparatisme. Le Parti libéral du Québec, lui, offre à la population la liberté qui permet de grandir dans un grand pays. Le séparatisme s'inspire des frustrations et injustices du passé pour se replier sur lui-même, pour se soumettre à ses craintes et à ses peurs.

Le Parti libéral du Québec vous offre, Québécois et Québécoises, de vous inspirer des frustrations passées pour améliorer votre contrat canadien en précisant les pouvoirs respectifs et aussi de vous inspirer des injustices fort réelles du passé pour inscrire dans la nouvelle constitution canadienne les garanties essentielles à la justice pour tous.

Oh! je sais que le PQ va continuer sa campagne de dénigrement et de salissage de ceux qui veulent offrir aux Québécois le grand défi de construire avec les autres Canadiens un vaste pays riche. Vous entendrez tantôt le prochain orateur péquiste qui fera appel aux passions populaires, nous traitera de vendus, de colonisés, de peureux. C'est leur seul argument, l'intimidation et la violence verbale. C'est la seule chose qu'ils sont capables d'inventer. J'entends déjà les trémolos du député de Saint-Jacques, qui vous parlera de fierté et de dignité retrouvées. Je vous dis que ceux qui obéissent à la peur sont ceux qui veulent se séparer et non pas nous, qui offrons aux Québécois de construire avec confiance et courage un vaste pays riche avec ceux qui ne parlent pas la même langue que nous.

On ne doit pas ignorer les authentiques forces qui, à l'intérieur de chacun de nous, nous poussent à rechercher constamment, à définir notre identité collective comme peuple avec fierté et courage, mais je dis que cette recherche, cette longue marche ne doit pas nécessairement suivre une voie qui ne ferait que promouvoir temporairement un sentiment fort enivrant sans doute, mais qui se verrait frustré fatalement dans l'expérience quotidienne de la vie de nos gens. Comme beaucoup de Québécois qui partagent la fierté d'appartenir à un peuple aux valeurs distinctes, aux aspirations qui trouvent leur source dans l'histoire et leur aboutissement dans la volonté collective, je dis qu'il n'est pas nécessaire, que nous ne devons pas sacrifier les forces vives de notre collectivité dans la poursuite d'un rêve généreux sans doute, mais inutile et coûteux.

(17 h 20)

Cette fierté à laquelle on fait appel lorsqu'on nous invite, comme Québécois, à appuyer le projet de la séparation et de l'indépendance me pousse à rechercher plus loin, avec plus de lucidité, ce régime politique qui permettra à notre peuple québécois de trouver la réponse à ses aspirations enracinées dans l'histoire tout en assurant à mes concitoyens et à mes concitoyennes le bien-être et le mieux-être nécessaires à la réalisation de leur idéal. Nous, libéraux, choisissons le Québec et le Canada parce que c'est la meilleure solution: celle qui, tout en assurant l'épanouissement d'une société québécoise suivant son génie propre, ouvre à nos enfants, aux jeunes travailleurs qui forment la moitié des chômeurs actuellement au Québec, un avenir plus certain, un avenir plus prospère et plus sûr.

Qui fait preuve de fierté et de dignité, sinon ceux qui choisissent la meilleure solution pour un meilleur avenir? Ceux qui excitent les sentiments et les passions au nom d'une illusoire séparation coûteuse et inutile sont indignes de notre confiance et, donc, ne font pas preuve de dignité. Nous ne nous laisserons pas intimider par les insultes des séparatistes, des fanatiques comme les autres. Mais nous devons être unis à tout prix. Je vous invite, j'invite la population à entrer dans le Parti libéral du Québec maintenant. J'invite tous ceux et celles qui ont choisi, comme nous, le Québec et le Canada. N'attendez pas que nos recruteurs vous rejoignent. Des milliers de militants et de militantes bénévoles sillonnent les rues et les routes du Québec pour vous inviter à faire partie de cette grande armée pacifique et déterminée que nous formerons ensemble pour défendre notre pays et l'avenir de nos jeunes. Mais vous êtes trop nombreux; on ne pourrait pas vous rejoindre tous. Alors, appelez le Parti libéral du Québec, demain et les jours qui suivent, jusqu'à ce que vous puissiez nous rejoindre. Il faut maintenant prendre sa carte du Parti libéral du Québec. Autrefois...

**Des Voix:** ... le numéro de téléphone.

**La Vice-Présidente:** A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre!

**Une Voix:** 284-1212.

**M. Lalonde:** On me demande le numéro de téléphone. Ce sont les numéros de téléphone que vous voulez? A Montréal, c'est 284-1212. Est-ce que vous en voulez d'autres? 284-1212, c'est cela, c'est simple. M. le Président...

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Lalonde:** Autrefois, M. le Président, on pouvait laisser à d'autres le soin de militer dans les associations politiques pour régler nos problèmes, mais plus aujourd'hui. Nous n'avons pas un problème, nous avons une crise. Ne laissez pas, s'il vous plaît, aux autres, à vos voisins le soin de décider pour vous. Devant les sommets du PQ: sommet de l'aventure dans le séparatisme, som-

met du chômage à 327 000 victimes dont la moitié sont des jeunes, sommet de l'appauvrissement collectif du dollar, sommet des faillites, sommet des fermetures d'usines, sommet des fuites de sièges sociaux; vous qui avez choisi le Québec et le Canada, comme nous, vous qui avez choisi la sécurité culturelle, sociale et économique et la prospérité, vous n'avez qu'une seule chance de vous faire entendre: c'est le Parti libéral du Québec, le parti des libertés.

**Des Voix:** Bravo!

**M. Lalonde:** Merci, M. le Président.

**Le Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Claude Charron**

**M. Charron:** M. le Président, c'est toujours un peu ennuyeux d'intervenir après un commercial qui dure 20 minutes. On n'est jamais certain si les citoyens sont revenus du réfrigérateur.

Encore une fois, je remercie quand même le député de Marguerite-Bourgeoys d'avoir permis à ceux qui nous écoutent de relaxer, d'aller se détendre, de marcher un peu et de revenir pour assister à la clôture d'un débat qui aura permis, je pense, très librement à chacun — et j'espère avoir le même traitement — de donner non seulement son appréciation sur le gouvernement actuel, mais de passer ses numéros de téléphone et de donner son idée sur les mesures législatives que le gouvernement a annoncées pour l'année qui débute. Mais je crois qu'il est temps, dans un sens — c'est la sagesse de notre règlement et la preuve vient d'en être donnée par le sommet que vient de nous offrir le député de Marguerite-Bourgeoys — quand cela a duré 20 heures, de passer à la législation sérieuse.

Je sais à quel moment j'interviens. D'abord, je n'ignore pas, parce que j'ai le calendrier devant moi, que c'est au premier jour du printemps et que, dans un pays comme le Québec, c'est toujours une arrivée bien accueillie, je pense, par la très grande majorité des citoyens. Pour ma part, avec d'autres députés du Parti québécois, certains depuis plusieurs années, j'ai aussi l'impression de travailler dans ce qui pourrait s'appeler une esquisse de printemps pour le Québec et c'est par coïncidence aujourd'hui que je vais essayer de décrire ce à quoi, pour ma part, je m'acharne à travailler depuis dix ans et que des milliers de citoyens connus de tout le monde dans le territoire du Québec véhiculent aussi comme espoir. Je dois dire en conclusion de ce débat qu'après tout ce que j'ai entendu, si j'ai gagné quelque chose dans les savantes interventions des collègues de l'Opposition pendant ces 19 longues heures, c'est du feu, de la flamme et de la conviction dans ce pourquoi je travaille depuis dix ans et on ne peut plus, M. le Président, et dans ce qui doit arriver aux Québécois. Leur longue litanie aura au moins eu cet effet: nous ressentons tous

de ce côté-ci une envie folle de travailler au projet de développement que nous avons pour le Québec.

Je sais aussi à quel moment j'interviens, M. le Président, dans la vie de mon parti. Avant même — je le dis honnêtement — d'être membre du gouvernement, d'être député de Saint-Jacques depuis bientôt neuf ans dans cette Assemblée, une des grandes fiertés que j'ai, c'est d'être un membre militant possédant sa carte d'un parti politique qui a amélioré, c'est le moins qu'on puisse dire, la qualité de vie démocratique au Québec depuis qu'il existe. Non seulement un parti qui a remporté des succès phénoménaux à un jeune âge pour une formation politique, en novembre 1976, mais qui, je crois, a réussi par sa ténacité à obliger les autres, sinon à prendre le même modèle, au moins à tenter maladroitement de nous imiter. Mon parti, M. le Président, le Parti québécois, le parti des Québécois, est actuellement dans une des phases les plus dynamiques de son existence. J'interviens au beau milieu ou à peu près, je crois, de ce qui s'appelle chez nous la phase de nos congrès régionaux. Depuis le début de mars, fin de février en tout cas, d'abord la Côte-Nord, le Saguenay-Lac-Saint-Jean; en fin de semaine, j'étais avec les amis d'Abitibi-Témiscamingue; dans trois ou quatre jours, ce sera au tour de la région de Montréal, la mienne, de donner sa contribution; la capitale nationale des Québécois aussi, la même fin de semaine. Région par région du Québec — il y a des régions de taille humaine — les militants connus et reconnus du Parti québécois sont en train de mettre la dernière main ensemble à des résolutions que nous acheminons à notre congrès national — ce sera notre septième — que nous devons tenir ici même dans la capitale quelque part vers la fin de mai prochain. Là, ensemble, nous allons avec acharnement, une fois de plus, travailler à définir avec le plus de précision possible non seulement le contenu du projet de développement que nous avons pour le Québec, mais aussi, parce que nous sommes appelés à le faire maintenant, les projets d'action gouvernementale et des exigences que les militants du parti peuvent avoir, très normales et très légitimes, à l'égard de ceux qu'ils ont travaillé à faire élire.

Bien sûr, vous me direz qu'il y a plusieurs partis politiques — enfin, ceux qui ont encore la structure assez forte pour le faire — qui tiennent des congrès régionaux. Il s'agit très souvent de ralliements où le chef fait une apparition, distribue ses bénédictions et quitte par la suite. Cela s'est appelé un congrès régional.  
(17 h 30)

Chez nous, ce sera la septième fois que nous faisons cette épreuve. Cela a même conduit, tellement on le fait avec acharnement à certaines occasions, à des caricatures, mais chez nous, c'est de la discussion. Cela nous a même conduits, à certains endroits, à avoir un programme à ce point pointilleux que, quand on vient comme gouvernement pour l'appliquer, on s'aperçoit que les membres avant nous sont allés jusque dans les détails des choses, ont exigé des précisions sur

les choses. On a tellement connu des partis politiques qui nous ont roulés, une fois qu'ils arrivaient au pouvoir, qu'on veut exiger d'être bien sûr. C'est tout à fait sain que des membres du Parti québécois aient cette précaution.

Une des distinctions du Parti québécois, je crois, est que, chez nous, cette opération démocratique fait que le moindre des militants au niveau de son comté peut émettre une idée, l'acheminer parmi les gens de son coin, la défendre au niveau de sa région, et si le bonheur en est, c'est-à-dire si la majorité des gens y consent, comme c'est la règle normale en démocratie, avoir le plaisir de défendre, dans un atelier, avec des Gaspésiens, avec des gens de Sherbrooke, des Montréalais, une opinion, une idée, un projet qu'il a et qu'il voudrait voir son gouvernement réaliser.

Depuis onze ans bientôt que nous faisons cette opération. Je me suis imposé à moi-même cette année, M. le Président — enfin, j'ai offert mes services, cela a été accueilli à certains endroits — d'aller mettre mon nez, vivre quelques minutes, quelques heures avec des militants dans les régions. Si je veux apporter un témoignage aujourd'hui, surtout devant mes collègues, c'est que je suis d'autant plus convaincu maintenant que la vitalité démocratique de notre parti n'est non seulement pas atteinte après deux ans de pouvoir, mais qu'elle est, à cause de l'émergence et de la possibilité très concrète qui se présente devant nous d'ici quelques mois, à réaliser ce pourquoi nous travaillons depuis plusieurs années. Elle est d'autant plus active, d'autant plus forte. On a travaillé d'arrache-pied dans les congrès régionaux et c'est bon signe pour la qualité du congrès national de mai prochain.

Notre autre trait distinctif, M. le Président, vous le connaissez, les citoyens aussi: le financement populaire de notre parti depuis que nous en sommes membres, depuis qu'il existe. Nous, M. le Président, ce sera dans quelques semaines. C'est connu des militants. Ce n'est même plus une surprise. Arrive le mois d'avril, cela veut dire la campagne de financement. D'ici quelques semaines, pour la onzième fois en ce qui nous concerne, sur onze ans d'existence de notre parti, nous allons à nouveau, comme si on commençait, comme si on débutait, refaire pas par pas, revoir chacun des membres, chacun des sympathisants de notre parti et lui demander de contribuer à la vie démocratique de l'institution à laquelle il a adhéré. Pour la onzième fois, nous allons répéter.

Ah! vous allez me dire, ce n'est plus notre signe distinctif. C'est vrai. Il y a désormais une loi qui a obligé nos collègues d'en face à faire la même chose que nous. Mais cela a pris une loi, M. le Président. Quand je les voyais se réjouir, après avoir arrondi certains chiffres, du résultat fracassant et remarquable, je dois dire, pour un parti qui n'est pas connu, qui n'a pas aucune existence connue, en tout cas, d'exercice démocratique de ce genre, du résultat de leur campagne de financement, quand je voyais leur chef s'y associer comme s'il en était le responsable, est-ce qu'il y a quelqu'un qui peut dire ici que si les libéraux font



désormais des campagnes de financement, c'est parce qu'une loi les a obligés à le faire?

Autrement, ils seraient encore accrochés à des Régis Trudeau et d'autres Régis Trudeau. Les \$3 millions qu'ils possédaient en caisse, M. le Président, avant même de se lancer dans leur campagne de financement, cela a été révélé au moment de leur campagne de financement, les \$3 millions qu'il restait de leur campagne de 1976, jamais les citoyens du Québec ne sauront d'où ils viennent, qui y a contribué, à quelles sources ils sont rattachés. L'argent qui sera utilisé dans la campagne partielle de Jean-Talon ou d'Argenteuil pour le 30 avril prochain, est-ce que c'est l'argent des \$220 000 de Régis Trudeau ou la contribution des militants de ce comté qui sera utilisé? Comment distinguer les \$3 millions que vous aviez cachés, que nous avons découverts par la force d'une loi qui vous obligeait à le dire, et les \$2 millions que vos efforts vous ont permis de rassembler?

C'est vrai que ce n'est plus notre signe distinctif, M. le Président, et j'en suis heureux dans un sens de l'avoir perdu, parce que, dans le même temps, je suis convaincu que nous avons contribué à l'amélioration de la vie politique au Québec. Nous travaillons à un projet, il n'y a pas de loi cette fois, malheureusement, qui va obliger une formation politique à inventer un projet. Il n'y a pas de loi — quand même on voudrait en inventer une et la faire adopter avec tous les débats réguliers de l'Assemblée nationale — qui va vous obliger à démocratiser la vie interne de votre parti. Vous allez encore demeurer — et c'est encore plus sûr avec le chef que vous avez choisi — des soumis, des vérificateurs de virgules, mais le reste du texte demeurera toujours ce qu'un homme, avec quelques privilèges alentour, imagine comme projet d'une société.

Nous, M. le Président, nous avons inventé un projet de développement pour le Québec. Si nous avons des difficultés encore, qui, à l'occasion, réjouissent nos adversaires, à l'expliquer, c'est vrai que c'est parce qu'il est une invention, parce qu'il s'agit effectivement d'un modèle pour les Québécois, par les Québécois, imaginé à travers sept congrès par des Québécois bien ordinaires et pour des Québécois, et qu'en ce sens tout modèle étranger qui serait si facilement compréhensible devient absolument caduc quand on regarde ce que nous avons inventé.

J'ose même vous dire, M. le Président, que ce que nous avons inventé — je le dis en toute amitié pour ceux qui y travaillent — porte un nom quasi impossible. Mais il nous a fallu le baptiser, parce qu'il fallait qu'il témoigne de ce que nous voulions. Ce que nous voulons c'est de soulager une fois pour toutes deux aspects, certains ont dit, à l'occasion, contradictoires, en tout cas, paradoxaux, je n'en douterai pas, de notre âme collective comme Québécois, de ce que nous sommes, de ce que ce peuple, qui existe depuis bientôt 400 ans dans ce coin de la planète, a toujours été et qui a toujours été son ambivalence, son ambiguïté, sa contradiction et même une bonne partie des sources de ses difficultés.

Premier aspect de son âme, je crois, ce peuple a toujours été en quête de son identité, n'a jamais été chez lui. Il a été de colonie française à colonie britannique, à tutelle américaine, à tutelle canadienne, "barouetté" d'un régime à l'autre au-dessus de sa tête. A certaines occasions, il suffisait qu'il y ait un vote majoritaire de cette Assemblée pour l'introduire dans la Confédération, sans que lui-même soit consulté, sans qu'il n'ait rien à dire. Il apprenait demain ou un jour que telle décision de l'extérieur le concernait; que ce soit le roi de France ou le Parlement d'Ottawa, cela venait d'ailleurs, on lui disait: Désormais, vous vivez comme cela, désormais, on va vous percevoir tel impôt, désormais, on va vous percevoir telle taxe. Et toujours, parce qu'en même temps il s'entêtait à vivre ici, toujours il a réclamé qu'on lui reconnaisse au moins un régime où il puisse se reconnaître.

Ce peuple a changé sept, huit, dix fois de régime, depuis qu'il existe. A chaque fois, il y avait des prophètes, il y avait des serviteurs, comme ceux que nous avons en face, qui étaient prêts à leur dire: Cette fois-ci, c'est le bon régime. Fiez-vous sur moi, cette fois-ci, c'est bon. Cette fois-ci, ce peuple va se retrouver. On faisait le mirage, comme si ce peuple allait devenir maître de ses destinées.

Nous proposons au peuple québécois une règle qui n'a jamais été démentie. Nous disons que c'est à notre tour de la regarder et de la considérer. Cette règle, c'est qu'un peuple n'a pas la sécurité de son identité tant que, premièrement, il n'est pas le seul à faire des lois sur son territoire, celui qui le concerne. Et, deuxièmement, tant qu'il n'est pas le seul à administrer la totalité de ses taxes et de ses impôts. Tous les autres mirages, essayer, réessayer, inventer — et Dieu sait qu'on a abusé de la patience de ce peuple — sont désormais caducs. Il y a ici, dans cette Assemblée nationale du Québec, une majorité de députés qui en sont convaincus et qui vont travailler d'arrache-pied à le proposer aux Québécois pour soulager cet aspect de notre âme collective qui est la recherche de notre sécurité et de notre identité. Il faut reconnaître une chose et se la dire calmement, se la dire même avec fierté: elle passe par la souveraineté nationale des Québécois.  
(17 h 40)

Ce peuple n'a jamais accepté non plus d'être séparé du reste du monde. Il n'a jamais admis — c'était plus fort que lui — d'être cantonné à un coin, à un rôle spécifique et d'être appelé, parce qu'il était minoritaire, parce qu'il était francophone, dans un continent qui ne l'est pas ou pour toutes sortes de raisons, à n'avoir qu'une contribution partielle, minimale, j'ai presque envie de dire insignifiante, à l'édification du monde entier auquel, par ailleurs, il se sent rattaché comme n'importe quel autre peuple normal. Ce peuple n'a jamais accepté l'état de séparation dans lequel il s'est trouvé condamné du fait qu'il n'avait pas sa souveraineté. Il a essayé par tous les moyens de rejoindre les autres, de sortir de l'endroit où on essayait de le cantonner. Après tout, c'est le pre-

mier ministre qui l'évoquait jadis. Le continent entier a été, à un moment de notre histoire, façonné par des gens qui émanaient de ce peuple.

Les Rocheuses, si chères au député de Marguerite-Bourgeoys, ont d'abord été foulées par un francophone qui venait des rives du Saint-Laurent. La Louisiane, qu'on a jadis évoquée, a aussi connu des gens qui venaient de ce pays. Ils étaient une poignée, mais ils étaient fonceurs. Ils ont colonisé — comme on le dit, comme le mot le dit et ceux qui y ont laissé leur vie étaient fiers de s'appeler "colons" — des coins du territoire par ailleurs fortement inaccessibles et presque inqualifiables par la dureté de climat, la qualité de vie. Ils ont accroché leurs villages aux rivières, à chaque affluent du fleuve où, par ailleurs, ils avaient appris à vivre en majorité. Ils se sont entêtés à défricher des terres qui ne méritaient même pas le nom de terres agricoles, ils les ont rendues rentables et ils s'y accrochaient maintenant. Ils y ont bâti des villages, des villes ils n'ont jamais accepté d'être dans l'état de soumission et de dépendance comme, par ailleurs, on devait le faire.

Si j'extrapole, que ce soit dans le domaine scientifique ou encore dans le fécondant domaine culturel, jamais on n'a accepté l'état d'isolé ou de minorité, chanteur de plaintes de jadis. Sur le marché culturel mondial, des Québécois d'ici ont trouvé le moyen de foncer parce que nous avons toujours voulu rejoindre le reste du monde. Nous avons toujours voulu rejoindre les autres très fraternellement, nous avons voulu nous associer aux efforts de partout. Cet aspect de l'âme québécoise, typique aussi d'une hospitalité qu'on reconnaît d'une région à l'autre du pays, est extrêmement important quand on veut inventer un projet de développement qui reconnaisse cet aspect.

On a bien dit que cette minorité — parce que nous en sommes une, dans ce pays, c'est bien sûr — était frileuse à l'égard de l'immigration à certaines occasions, que cela lui a donné des réflexes qui montraient des signes inquiétants de sa nervosité. Il faut comprendre. Jusqu'à ce que la loi 101 nous assure cette sécurité, il y avait le chiffre fatidique que 9 immigrants sur 10 s'assimilaient chez nous à la minorité anglophone. N'importe qui étant, par ailleurs, nerveux sur son identité devait à tout le moins être conscient de ce phénomène. Ensemble, Québécois, et sans manquer de respect à l'égard de quiconque, nous avons senti que c'était dans notre possibilité.

Nous sommes désormais en mesure de dire que du même élan, une fois notre identité assurée de la même manière que 140 peuples, aux Nations Unies, ont déjà choisi le moyen de le faire, nous demandons — le trait d'union est là pour le dire tout de suite et c'est indissociable dans notre esprit comme c'est indissociable dans l'âme de ce peuple — du même souffle que nous réclamons la sécurité que donne la souveraineté, nous disons, dis-je, que nous voulons nous associer — la formule paraîtra vague, mais je n'ai aucune exclusion à l'esprit — au monde entier, à n'importe quel organisme international où nous pourrions donner

la contribution modeste du Québec. Mais nous associer — parce qu'il ne faut pas jouer sur les mots inutilement — davantage économiquement avec le premier partenaire que nous puissions avoir à l'esprit, le peuple canadien qui est à côté de nous, de tous les côtés de nous, et qui doit lui aussi, pour des raisons économiques qui sautent aux yeux de qui veut bien les voir, avoir intérêt à ce qu'une association ou, à tout le moins une liaison amicale persiste dans ce régime qu'en nous chicanant, en nous tirant dessus, en nous humiliant aussi plus souvent qu'à notre tour, nous avons quand même établi dans cette partie de l'Amérique du Nord.

Le projet de développement que nous offrons au Québec s'appelle la souveraineté-association. Il est québécois; c'est un modèle qui nous respecte, qui nous ressemble, que nous avons inventé. Quand nos amis d'en face essaient de trouver le fil qui pend ou le trou qui demeurerait, neuf fois sur dix je vous dirais que je plaide coupable parce qu'il s'agit là de gens qui essaient de trouver le coin qui fait défaut. Mais ce qu'ils ne nous ont jamais dit et ce qu'ils ne nous disent pas, ce qu'ils ne nous ont surtout pas dit dans ce débat sur le discours inaugural, c'est ce qu'ils ont à proposer à la place. Quand je mesure cette option qu'entre nous, militants du Parti québécois, nous avons inventée et travaillée depuis déjà une dizaine d'années — et on le fera encore au mois de mai; on précisera davantage s'il le faut parce qu'il y aura toujours des gens qui refuseront de la regarder — et que je la mesure à ce que j'ai entendu au cours de ce débat, M. le Président, je me dis, et je le dis tout de suite aux membres du Parti québécois, qu'avant même les précisions que nous nous efforcerons d'amener ensemble nous pouvons être fiers de l'option que nous avons ensemble inventée pour les Québécois, parce que je crois très sincèrement — et le contact avec eux nous le prouve actuellement — qu'ils sont en mesure de l'adopter et de la comprendre.

L'Opposition vient de rater une belle chance de sortir des ornières dans lesquelles elle s'enfonce depuis des années et, à quelques mois du référendum, à tout le moins de commencer à nous dire, nous qui sommes suspendus à ses lèvres depuis bientôt quinze ans, c'est quoi, le fédéralisme renouvelé. Que vous le fassiez asymétrique, inconditionnel, renouvelable ou peu importe, qu'est-ce que vous proposez aux Québécois? Y a-t-il une idée originale qui soit sortie? J'entendais le chef de l'Opposition faire des gorges chaudes d'un éditorial qui avait pour titre, au lendemain du discours inaugural: "Le supermarché du référendum". Mais qu'est-ce que vous avez à nous sortir du magasin d'antiquités du fédéralisme, du bric-à-brac de la constitution, du surplus de l'armée où vous pigez vos idées actuellement? Est-ce qu'à un moment donné on va arriver avec quelque chose qui ressemble à quelque chose d'autre qu'à des formules creuses?

M. le Président, toute la liberté a été donnée au chef de l'Opposition; même Radio-Canada lui donnait cette opportunité, pendant deux heures

de temps, de définir le fédéralisme renouvelé. Je fais une parenthèse là-dessus. J'ai accueilli avec inquiétude le fait que la société fédérale de télévision se laisse tripoter par des représailles d'un parti fédéraliste à la veille du référendum. Un traitement qui n'est même pas offert au chef de l'Opposition à la Chambre des communes, à quelques semaines des élections, devenait une exigence pour ces messieurs d'en face. Quand j'ai vu la direction de Radio-Canada plier devant les représailles, je me suis dit: Nul doute que la maison mère d'Ottawa a donné le coup de main à la succursale provinciale; je n'en douterai jamais. Mais, après avoir vu la direction d'une société d'Etat de télévision se laisser tripoter dans l'organisation de son horaire comme elle l'a fait, à la suite des représentations et du petit spectacle que nous ont donné les députés libéraux, je ne parlerais pas trop fort de droit à l'information si j'étais à leur place.

M. le Président, je vais vous dire comment j'ai perçu l'Opposition au cours de ce débat et de leurs longues interventions. D'abord, une Opposition téléguidée, cela me semblait évident. Là, quand je dis téléguidée, je ne fais allusion à aucun contact avec l'au-delà qu'un de leurs membres pourrait leur donner; je laisse aux psychiatres le soin d'analyser la qualité de ces liaisons avec l'au-delà. Je parle plutôt d'être téléguidé d'ailleurs, d'un autre gouvernement, sans aucun doute, parce que cela devient ridicule et cela a provoqué des éclats de rires de l'Assemblée à plusieurs occasions.

(17 h 50)

Il y a cette espèce de désespoir qui les accompagne et qui les conduit à s'accrocher à n'importe laquelle bouée conservatrice qui traîne dans le paysage, y compris celles à partir desquelles on déclenche la risée générale. Je ne fais pas allusion aux spectres et aux fantômes que le député de Saint-Laurent a voulu faire promener dans cette Assemblée. Je ne veux pas non plus m'attarder à l'analyse psychosomatique de l'évolution du Québec que le député de Robert-Baldwin nous a donnée.

**Des Voix:** Ah, ah!

**M. Charron:** Je n'ai pas non plus envie de refaire le grand portrait à coups de clichés qu'a fait le chef de l'Opposition lui-même pour déclencher ses troupes et qui a donné le souffle. Je pense que dans ce qu'on nous proposait, dans ce qu'on nous demandait, je n'ai rien vu de neuf que ce que la maison mère d'Ottawa propose déjà et que nos amis traduisent et transmettent en cette Assemblée.

Il faut les comprendre et avant de leur jeter la pierre, il faut bien voir dans quelle situation ils se trouvent. Les libéraux provinciaux doivent toujours être prêts à s'adapter à la stratégie fédérale. Et comme ils ne sont pas plus consultés dans la stratégie fédérale que ma grand-mère, il faut qu'ils soient toujours, dans leur mobilité — et dans ce sens, le vide d'idées y contribue — prêts à

n'importe quel sursaut, caprice, colère de Mme Sauvé, de M. Chrétien, du prince lui-même ou de n'importe quel autre des francophones de service que nous avons délégués à Ottawa. Ils ne savent jamais si, le lendemain matin, ils ne liront pas une nouvelle directive émanant d'Ottawa qui les obligerait, à moins de vouloir paraître dissociés et de briser le front commun et solide des fédéralistes, à se dissocier du gouvernement fédéral. Un libéral provincial ne peut pas. C'est ce que jadis l'Union Nationale avait compris lorsqu'elle s'est formée, lorsqu'elle a grandi, lorsqu'elle a pris le pouvoir. Elle a dit: Nous ne voulons pas qu'un parti qui dirige les affaires du Québec soit aussi automatiquement et irréductiblement associé à un parti fédéral. Ou alors je n'ai rien compris de l'histoire du XXe siècle de mon pays ou alors je crois que c'est l'interprétation que nous devons donner de l'attitude, du flou, du vague et des sourires en coin que doivent continuellement avoir les députés libéraux dans cette Assemblée. On ne sait jamais ce qu'Ottawa va déclencher.

Pourtant, il faut être, dans un certain sens — je crois que c'est mon collègue, le député de Mercier, qui le disait — masochiste, parce que la stratégie fédérale n'est pas toujours faite dans leur intérêt et à leur intention. Vous savez, un libéral provincial — je leur donnerais cela — du fait qu'il est un député provincial, est beaucoup plus proche des gens qu'un député fédéral. Un libéral provincial est dans une Législature qui a pour responsabilité la santé, l'éducation, les routes, la voirie, le développement régional et tout cela. Il est au courant des faiblesses des membres du régime, du système et du gouvernement qu'il a à critiquer.

Mais un député fédéral, quand il arrive à Ottawa, est au sein d'une autre majorité. Il doit passer des années à s'adapter. Le député de Frontenac pourrait nous en faire un portrait. Il doit passer des années à s'adapter et doit le plus souvent se soumettre qu'exiger, s'il ne veut pas devenir le mouton noir, s'il ne veut pas devenir suspect de nationalisme douteux, de fréquenter les milieux indépendantistes, on les appelle les séparatistes québécois, et qu'en ce sens il y a une carte de crédit obligatoire quand on est un libéral fédéral que n'ont pas nos amis d'en face. Ils sont tellement occupés à se faire valoir, à monter dans l'échelle essentiellement anglo-saxonne — c'est normal, c'est la majorité du pays — à se faire reconnaître, à ne pas apparaître comme des vulgaires et exigeants nationalistes québécois, mais comme de bons Canadiens. S'ils pouvaient se mettre une feuille d'érable de cette grosseur, M. le Président, ils se la mettraient pour être certains que: Oui, je parle français, mais je suis Canadien. Essayer d'avoir une promotion, tenter un succès politique, occuper une place, devenir "boss" du Canadien national ou quelque chose comme cela, mais avoir une fiole.

M. le Président, l'attitude des libéraux fédéraux est bien; leur travail est tellement exigeant; c'est dur pour une minorité de faire semblant

d'être une majorité. Il y a des hommes honnêtes, intelligents qui ont laissé leur vie dans la politique fédérale ou alors, s'ils n'y ont pas laissé leur vie, ils y ont laissé leur âme, mais ils ont dû, pour réussir, reconnaître qu'ils travaillaient et qu'ils s'incrustaient dans une majorité qui, par ailleurs, est bien différente; c'est le moins qu'on puisse dire de nous.

Nos pauvres députés libéraux provinciaux, qui font partie malheureusement de la même machine, doivent accepter ce contexte. Il y a souvent des stratégies fédérales qui les humilient, qui les blessent. Il faut sans doute avoir une carapace très solide à moins d'avoir perdu grandement le sens d'être Québécois. Je me souviens des contorsions que nos amis faisaient sur la taxe de vente quand, maladroitement, le ministre des Finances d'Ottawa décidait d'humilier tous les Québécois en voulant humilier précisément le gouvernement québécois. Nos amis, du bout des lèvres — mais cela était plus fort qu'eux autres — avaient compris ce que les autres ne comprendront jamais. Ils se sont ralliés à la position du gouvernement québécois. En ce sens, M. le Président, l'impression que m'a donnée l'Opposition libérale au cours de ce débat, c'est qu'il s'agit d'une Opposition malheureuse parce qu'elle est dépendante. Elle semble même triste — en tout cas, elle déclenche la tristesse — d'être sans projet ou alors d'être à projets multiples. Etant donné que le fédéralisme renouvelé est une espèce de magasin général pour trouver des combinaisons en salière, cela permet à des gens ici tout à fait différents — je suis convaincu qu'ils ne se sont jamais parlé parce que cela n'est pas possible de dire des choses comme celles-là émanant du même parti — à l'un de proposer avec force telle et telle exigence et à l'autre de faire le panégyrique du statu quo actuel comme si son collègue ne venait pas d'exiger tel ou tel transfert de pouvoir.

M. le Président, je les inviterais à venir s'asseoir à notre place pour admirer la mosaïque qui nous est présentée à l'occasion. Il n'y a pas de projet et ils n'en auront pas parce qu'ils sentent bien que, pour avoir un projet — ce que nous avons de ce côté, que nous présentons au Québec — la première raison est qu'il faut d'abord s'entendre. Il faut d'abord avoir un chef qui, plutôt que de penser qu'il a, lui, la vérité, et que le reste de son travail est de se trouver, quitte à écarter même des hommes de grand service et de grande réputation dans le parti — s'ils ne font pas son affaire, ce n'est pas cela qui le gêne — au point qu'à la convention de Jean-Talon, il ne se rappelait même pas le nom de l'ancien député. C'est déjà du passé en ce qui le concerne.

Il faut un chef qui non seulement ne choisit pas d'avoir et n'a pas une espèce d'admiration de lui-même au point de penser qu'il a toute la vérité, mais qui doit se trouver des acolytes serviles comme peut l'être le député de Saint-Laurent, comme peut l'être le député d'Outremont, qui vont être des inconditionnels de celui qui est dirigé par une vérité incarnée et qui doit ensuite, l'opération étant de convaincre le parti d'endosser sa posi-

tion, s'asseoir en arrière de la salle, observer si les troupiers marchent bien et, par la suite, sortir et dire: Je suis satisfait. S'il n'est pas satisfait, comme dans le cas de Pro-Canada, c'est de sortir et de dire: L'Union Nationale a tort, les conservateurs ont tort, les créditistes ont tort, de maudire tout le monde et de s'exonérer lui-même.

Pour développer un projet, M. le Président, le projet d'un peuple, il faut que le dirigeant de ce projet, celui qui l'incarne, soit lui-même à l'image du peuple à qui il propose cette image, qu'il en ait l'humilité, la simplicité, la grandeur d'âme; qu'il accepte lui-même que tout un peuple ne peut être déterminé par un seul homme mais que c'est une aventure proprement collective. En ce sens, que ce soit par des sommets économiques ou par des mesures qui visent à regrouper, alentour et en de plus plus grand, de plus en plus de Québécois, c'est comme cela que nous façonnons un projet. Entre le chef du Parti libéral et celui pour lequel j'ai le plaisir de travailler, M. le Président, c'est la conviction des députés, nous avons ici le premier vrai chef de gouvernement que nous ayons jamais eu au Québec.  
(18 heures)

Du malheur des provinciaux et du malheur des fédéraux, M. le Président, d'ici quelques jours il ne restera plus rien parce que, d'ici quelques jours, tous mes honorables collègues d'en face, à moins que je n'aie rien compris depuis neuf ans que j'habite dans cette maison, seront tous, par militants interposés, par signatures, par délégations, par encouragements, à l'oeuvre dans la machine fédérale. Adieu veau, vache, cochon du renouvelé, de l'asymétrique, de l'inconditionnel ou de ce que vous voudrez, on va tous être des "trudeaumen"! Partout! Ce qui est étonnant, c'est qu'ils ont un langage ici, mais leurs militants, leurs membres, leur association et eux-mêmes travaillent pour un homme qui, du haut de sa chaire et depuis dix ans, grâce à eux, même, dit qu'il ne veut rien savoir de ce qu'ils proposent. Allez-vous penser, M. le Président, qu'un sursaut de dignité va les envahir et qu'ils vont refuser de participer à la campagne fédérale, qu'ils vont empêcher leurs militants à participer à la campagne fédérale à moins qu'il n'y ait de la part du premier ministre du Canada un engagement à renouveler le fédéralisme dans le sens qu'ils proposent? Non, M. le Président, parce qu'ils n'ont pas de sens à proposer, justement; donc ils ne sont pas en mesure de poser des exigences; donc, ils sont tous obligés de travailler pour Trudeau. Le seul parmi les fédéralistes qui ait un projet à présenter aux Québécois, celui du statu quo, c'est Trudeau. Il n'y en a pas d'autres qui ont inventé une formule; on voudrait bien. Dieu sait qu'on l'accepterait si jamais, que ce soit par Régis Trudeau ou d'autres, on pouvait trouver quelqu'un qui puisse nous financer l'inspirateur général qui renouvellerait le fédéralisme en un seul coup. Je suis convaincu que mes collègues d'en face y ont déjà pensé.

Le plus drôle, M. le Président, c'est que le premier à enfourcher la bourrée du statu quo quand les élections fédérales seront déclenchées

dans quelques heures, dans quelques jours, ce sera l'homme du renouveau lui-même, l'homme qui dit qu'il ne change jamais d'idée. Rappelez-vous bien, M. le Président, et l'homme qui, le 13 novembre 1976, suppliait les Québécois de battre le député de D'Arcy McGee dans son comté, de battre le député de Verdun, et qui invitait les citoyens de Saint-Laurent à ne plus faire confiance au gouvernement dont le député était un éminent membre, c'est lui; il n'a pas changé d'idée. Il ne change jamais d'idée, M. le Président. Il est devenu leur chef.

C'est l'homme qui en novembre 1977 disait: Vous me connaissez. Je ne change jamais d'idée; je n'irai pas à la chefferie du Parti libéral. Toutes considérations faites, il disait avec l'humilité énorme qui le caractérise, c'est irrévocable. Se basant sur ses seize années de pontificat, M. le Président, il disait: M'avez-vous vu déjà changer d'idée? Le 10 janvier, entouré de ceux dont il avait prié la population de débarrasser le gouvernement du Québec, il avait changé d'idée. Pépin-Robarts, M. le Président. Le chef du Parti libéral, lorsque ce document est arrivé, l'accueille favorablement. J'ai des citations quelque part. On dit: Document lucide, document d'envergure, etc. Tous les bons mots de circonstance. Vous savez, M. le Président, cela pouvait difficilement être autre chose. Dans ce désert d'idées qu'est le fédéralisme actuellement, n'importe quel brin d'herbe devient le printemps. A ce moment, parce qu'il était essentiel qu'on se raccroche à quelque chose, voilà, parce que la politique a commencé à le changer, que sans prendre dix jours pour se prononcer sur quelque chose, il déclare d'emblée qu'il s'agit d'un document intéressant.

Le lendemain, Trudeau dit "dead duck" en ce qui concerne la question fondamentale dans ce rapport, la situation des minorités, les droits des minorités. Que dit notre homme du renouveau ici, M. le Président? Il s'empresse de dire que le premier ministre du Canada a raison. Le seul Québécois, le seul qui, dans tout le concert de commentaires que nous avons eus autour de Pépin-Robarts, a voulu que le sort des minorités dans les provinces actuelles du pays soit de juridiction fédérale, autrement dit qu'on puisse désavouer le pouvoir de cette Assemblée d'assurer par son seul jugement la qualité de vie de tous les Québécois, c'est le chef du Parti libéral actuel. S'il s'agit d'un document lucide qui fait l'éloge, M. le Président — je pourrais aussi vous faire des citations; le mot n'est pas trop fort — de la loi 101 que cette Assemblée a votée et la présente comme modèle à toutes les autres Législatures provinciales, au moment où cette Chambre passe un été à endurer le "filibuster" que le Parti libéral faisait sur ce projet de loi, comment, lui qui ne change jamais d'idée, s'il endosse Pépin-Robarts, peut-il endosser l'attitude qu'a eue et qu'a encore l'Opposition officielle sur le projet de loi 101? Là, il va falloir qu'il change d'idée, parce qu'il en mène deux contradictoires.

Comment peut-il endosser Pépin-Robarts et, du moment où il était éditorialiste, qualifier de raciste le ministre d'Etat au développement cultu-

rel qui parrainait ce projet de loi? Comment peut-on, à moins d'être déjà devenu un politicien dans le plus bas sens du mot — et je crois que la performance est déjà à l'oeuvre chez le chef du Parti libéral — comment peut-on, à moins de vouloir jouer sur tous les tableaux à la fois, maintenir des positions aussi contradictoires?

M. le Président, faiblesse monumentale s'il en est une, au cas où ceux qui avaient pensé que quelque chose pouvait sortir de ce mythe que sont allés réclamer, en désespoir de cause, les militants libéraux, puis-je vous sortir ce qui est l'oeuvre majeure de tout ce parti politique, endossée avec quelques critiques? Certains ont même dit, ce que nous ont rapporté les journaux, qu'on faisait trop souvent usage du mot "Québec" dans le document et de "culture québécoise". C'est assez curieux comme commentaire à l'étape actuelle de notre développement, mais peu importe. Puis-je vous dire ce qu'à travers l'option canadienne, bien sûr, qui est la base même de ce parti, ce qu'on propose aux Québécois, actuellement, et ce sur quoi on va se gratter les méninges pendant tous les mois d'été, par ailleurs en réclamant le référendum, mais ailleurs en disant qu'on n'est pas prêt pour que le référendum ait lieu? On demande un délai jusqu'à l'automne, parce qu'il n'y avait jamais pensé avant qu'il fallait qu'il fournisse quelque chose. M. le Président, on dit ici: "Le Parti libéral du Québec insistera pour que le gouvernement fédéral accorde — écoutez cela, c'est neuf, M. le Président, cela n'a pas d'allure — aux Etats provinciaux des pouvoirs assez étendus pour que le gouvernement québécois puisse raisonnablement assurer le développement de la société québécoise suivant son génie propre". Aie! c'est bon cela!

En 1961, M. le Président, Georges-Emile Lapalme disait la même chose dans le même parti politique. En 1965, Paul Gérin-Lajoie présentait la même chose au Parti libéral. En 1967, et sur un document qui avait le même genre de phrase creuse, une partie du Parti libéral en est sorti et a fondé le Parti québécois autour de l'actuel chef du gouvernement. Ils ont brûlé trois chefs, ils ont gaspillé des énergies d'êtres humains à ne plus savoir quoi en faire. Ils ont dépensé des millions, depuis vingt ans, pour aboutir à la même place: Nous allons exiger une constitution qui va nous permettre de nous développer suivant notre génie propre. Entre cela et ne rien dire, M. le Président, dans l'état actuel du Québec, j'aime mieux ne rien dire que d'oser dire des choses comme cela.

Alors là ils vont travailler pendant des mois à savoir ce que c'est que se développer selon son génie propre. Ils vont se diviser, parce qu'il y en a qui vont dire qu'ils ne sont pas assez Canadiens et trop Québécois. Il y en a qui vont dire qu'entre être Canadiens et être Québécois, le génie propre est tout aussi canadien. Ils vont tout recommencer pour voir s'il n'y aurait pas un génie propre canadien en même temps qu'un génie propre québécois. M. le Président, c'est rire du monde.

Sachons-le, et que le Québec le sache aussi, puisque ces débats ont assez duré pour que désormais on en soit tous convaincu, ce que nous

aurons à choisir au référendum québécois, c'est le projet de développement dont je vous ai parlé tout à l'heure ou c'est le statu quo, c'est-à-dire l'état actuel des choses, où le Québec est éternellement perdant, doit toujours se battre, doit toujours exiger, doit toujours essayer de se contenter de ce qu'on lui donne, doit toujours traîner un fardeau de chômage, un fardeau de sous-développement économique que, par ailleurs, sa richesse, que, par ailleurs, ses moyens ne justifient aucunement. (18 h 10)

Il faudra bien savoir que tout effort de maquillage ou de maquignonage, d'option de "renouvelage" du fédéralisme n'a plus aucune allure dans le climat actuel. A quelques mois du référendum, il faut se dire, chaque citoyen doit se dire déjà que ce que nous avons à choisir, c'est le projet fidèle à l'âme québécoise qui est celui de la souveraineté-association et que de vrais Québécois, de tous les coins du pays, ont tracé eux-mêmes à travers des congrès démocratiques dont ils ont financé la diffusion, dont ils ont accepté la contestation, dont ils ont évoqué aussi, à chaque occasion, la possibilité d'amélioration de cette option, celle du Canada tel quel, auquel nos amis d'en face se rallient — à part le maquillage de circonstance, il faut bien le dire — inconditionnellement.

Dernier exemple de ce ralliement inconditionnel. Y a-t-il quelque chose de plus triste à voir que ce spectacle que nous donnent à l'occasion nos amis d'en face lorsqu'ils montent en épingle une déclaration, que ce soit d'un politicien en quête d'une réélection au niveau fédéral ou d'un politicien provincial en instabilité dans sa Législature ou de n'importe quel troufion, n'importe quel fermier de l'Ouest ou des Rocheuses? On dirait que n'importe quoi est bon dans les circonstances. Chaque fois que quelqu'un dit: Nous ne négocierons pas, c'est presque avec fierté que nos amis libéraux d'en face se lèvent. On semble s'en satisfaire.

Il y a un politicien nouveau venu dans l'arène fédérale et pas la moindre des personnalités, l'ancien maire de Toronto. Il disait — ce que la commission Pépin-Robarts et, par ailleurs, ce que le chef du Parti libéral endossent — avant la parution du document: Je crois qu'il faut reconnaître le droit à l'autodétermination du Québec. Sans dire qu'il allait accepter toutes nos conditions, il s'agissait effectivement d'une négociation, et c'est tout à fait normal. Le moins que je puisse dire, c'est que je vais m'asseoir et je vais regarder. Je ne pourrai pas faire semblant que la majorité des Québécois n'a pas dit oui, elle aura dit oui. Il disait, du même souffle: Je vais me battre pour qu'ils disent non mais, si je perds, je vais perdre. C'est comme cela qu'il parlait. Avez-vous vu le premier politicien à le dénoncer? Je ne parle pas de Diefenbaker, de qui on n'attend plus rien, je ne parle pas de ceux qui n'ont jamais voulu et jamais compris le Québec. C'est un Québécois lui-même, le premier, qui l'a traité de traître et qui a dit qu'il manquait à la solidarité que, dans ces heures difficiles, les fédéralistes devaient avoir. C'est le chef du Parti libéral.

L'homme dit: Je vais à tout le moins considérer une décision majoritaire du peuple québécois. Le chef d'un parti politique du Québec l'en condamne. Est-ce assez fort pour croire que nos amis d'en face sont devenus des inconditionnels du statu quo? Y a-t-il quelque chose à espérer de ce parti politique comme invention, comme projet de développement au Québec? On se prépare déjà et on milite déjà, au sein même de l'Assemblée nationale de ce peuple, à dévaloriser la décision démocratique qu'il va prendre, à la détourner, à la dévaluer. J'ai presque envie de dire qu'il faut être à peine un Québécois pour avoir ce comportement. Quand chacun aura à dire — toutes les forces seront sur table — son mot, si jamais — je le lui souhaite de tout mon cœur — ce peuple se fait confiance dans un projet de développement qu'il a lui-même inventé dans ses racines, le moins qu'on puisse dire, entre nous, Québécois, c'est que la face de notre société devra en être profondément marquée par la suite.

Nous devons, ensemble, parce que nous savons tous comment ce débat-là a été ouvert, à la télévision, et il est démocratique. Dans tous les coins du Québec, personne ne pourra dire que c'est l'idée de quelques farfelus qui a été implantée ou imposée de force. Ce sera par un oui ou par un non à une question qui pose le projet de développement auquel, par un oui ou par un non, les citoyens adhèrent. Dire d'avance, travailler d'avance, souhaiter d'avance que ceux à qui nous posons la décision de notre peuple nous renvoient comme si nous n'étions pas un peuple normal, je dis que c'est déjà se préparer un drôle de séjour dans la vie politique québécoise. C'est déjà révéler des couleurs que nous n'attendions pas et j'ai bien envie de dire, M. le Président, dont nous n'avons pas besoin. Ce n'est pas parce que nous avons un pharaon à Ottawa que nous avons besoin d'une momie à Québec. Je pense qu'on peut se passer de ce genre d'intervention politique à une étape où le Québec, selon le consensus de tous, dans un processus que nous avons tous accepté, dans cette Assemblée, s'apprête à prendre une décision. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce peuple, après tous les efforts qu'il aura faits, mérite le respect de chacun. Je souhaite que lors de nos travaux en cours de session, sur chacune des lois faites pour améliorer la qualité de vie de ces citoyens, chaque intervention de député soit marquée au coin du respect que nous devons à notre peuple qui est déjà, avant même sa décision, un grand exemple de résistance et d'innovation. Merci, M. le Président.

**Le Président:** M. le député de Saint-Laurent, sur votre question de privilège.

**M. Forget:** M. le Président, j'aurais pu, en vertu de notre règlement, invoquer à plusieurs reprises une question de privilège puisque le ministre, leader du gouvernement, dans sa réplique au débat sur le discours inaugural, a à plusieurs reprises fait allusion soit au Parti libéral, soit à ses attitudes ou à ses comportements et qu'à chaque occasion il s'est rendu coupable

d'erreurs manifestes. Chacune de ces occasions, encore une fois, aurait pu me permettre d'intervenir. Je ne l'ai pas fait afin de ne pas interrompre son débit, mais je ne veux pas, pour autant, dans une intervention trop longue, accaparer le temps de l'Assemblée nationale. Je vais faire cette seule remarque, vis-à-vis de ces affirmations, encore une fois, multiples et, à toutes les fois, erronées, que le ministre, leader du gouvernement, se compare au mieux à Don Quichotte qui croyait...

**M. Duhaime:** Question de règlement.

**Le Président:** Très bien. A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Saint-Laurent, il ne faudrait peut-être pas prendre l'habitude d'ajouter des répliques à celles qui ne sont pas prévues par notre règlement. Je voudrais maintenant savoir des leaders parlementaires s'il y a eu entente pour que le vote... M. le député de Saint-Laurent, vous comprenez que toute votre intervention, jusqu'à maintenant, constitue une espèce de réplique au leader parlementaire du gouvernement qui, en vertu de notre règlement, a seul — et c'est le règlement qui le veut ainsi depuis fort longtemps — le droit de réplique. Je ne voudrais pas permettre que vous continuiez ainsi à répliquer, ce qui n'est pas permis par le règlement, M. le député de Saint-Laurent.

M. le député de Saint-Laurent.

**M. Forget:** Sur une question de règlement, M. le Président. On sait très bien que notre règlement permet de corriger des faits.

**Des Voix:** Non!

**M. Forget:** Lorsque des faits sont allégués par un membre quelconque de l'Assemblée nationale, il est permis de faire une correction quant aux faits.

**M. Lessard:** M. le Président, question de règlement.

**M. Forget:** Or, M. le Président...

**M. Lessard:** En vertu de l'article 96, M. le Président...

**M. Forget:** M. le Président, j'ai la parole.

**M. Lessard:** ... question de règlement.

**Le Président:** Oui, mais un instant, M. le ministre des Transports. La présidence a rendu plusieurs décisions disant que, quand un membre de l'Assemblée était déjà debout sur une question de règlement, un autre membre ne pouvait pas intervenir à son tour. Autrement, ce serait un véritable marathon. Sur une question de règlement, j'écoute attentivement, M. le député de Saint-Laurent et je sais précisément pourquoi vous voulez vous lever. J'ai demandé au député de Saint-Laurent de soulever une véritable question de privilège. Jusqu'à maintenant, M. le député de

Saint-Laurent, je vous réaffirme qu'à mon humble avis tout le sens de votre intervention ne constitue pas une question de privilège, en tout cas, pas au sens du règlement.

M. le député de Saint-Laurent.

**M. Forget:** M. le Président, mon privilège de député a forcément été atteint par le leader du gouvernement, par des prétentions et des interprétations qu'il a formulées à plusieurs reprises. Je prétends, M. le Président, qu'à chaque occasion et à travers toute son intervention c'est un tissu de mensonges auxquels je ne répondrai pas, bien sûr...

**Des Voix:** A l'ordre!

**M. Forget:**... puisque le règlement ne me permet pas d'y répondre, mais c'est absolument inacceptable de la part du leader.

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Saint-Laurent, je vous rappelle que cette intervention n'était pas, à mon sens, conforme au règlement. Je voudrais savoir s'il y a entente quant au vote sur les motions de censure.

**M. Lavoie:** Oui.

(18 h 20)

**Le Président:** Comme il y a entente, je vous propose une motion pour demain?

**M. Charron:** M. le Président, à cause de la motion présentée à la toute première journée de la session, avec la fin du débat sur le discours inaugural, à moins qu'on ne considère que la fin du débat n'a lieu qu'au moment du vote, c'est donc à 14 heures que la Chambre devrait se réunir demain puisque l'entente va durer encore, le vote n'ayant pas mis fin au débat sur le discours inaugural. C'est donc à 14 heures, M. le Président, que nous devrions nous réunir demain.

**Le Président:** En faites-vous motion?

**M. Charron:** Je fais motion pour que nous nous réunissions demain à 14 heures.

**Le Président:** Y a-t-il consentement?

**M. Lavoie:** Nous donnons notre consentement à ce que...

**Le Président:** La motion sera-t-elle adoptée?

M. Bellemare: Nous n'avons pas d'objection à ce que les travaux de la Chambre continuent quand même.

**M. Charron:** D'accord. Merci.

**Le Président:** La motion est adoptée et, en conséquence, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain, 14 heures.

Fin de la séance à 18 h 21